

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 29 JANVIER 1929

Rapport de la Commission spéciale chargée d'examiner le Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1929.

(Voir le n° 5-XVI du Sénat.)

Présents : MM. MAGNETTE, président; CARPENTIER, le baron DE MÉVIUS, DU BOST, DEMOULIN, FRAITURE, HICGUET, MULLIE, RYCKMANS, SEGERS, VAN ROOSBROECK, VOLCKAERT et BEAUDUIN, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Dans son Exposé général du Budget pour 1929 (p. 32), l'honorable Ministre des Finances estime qu'il est essentiel que la charge de notre Dette publique ne soit pas augmentée, et il déduit de ce principe que la limite des dépenses extraordinaires est tracée par le montant des recettes extraordinaires. En effet, d'après ses évaluations, l'excédent des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires n'est supérieur que de peu à l'allocation spéciale de 1,200 millions attribuée au Fonds d'amortissement, en sorte qu'il n'y aurait guère de ressources disponibles à l'ordinaire pour des dépenses d'outillage.

Il serait superflu de discuter ici la thèse de l'honorable Ministre, attendu que les recettes permettront, semble-t-il, de pourvoir à toutes les extensions de l'équipement national qui seront nécessaires pendant l'exercice 1929, sans qu'il faille émettre des obligations de la Dette hormis celles qui seront données en paiement aux sinistrés.

A première vue, les propositions de dépenses inscrites à l'extraordinaire pa-

raissent notablement inférieures aux prévisions de recettes : au budget qui nous occupe, les recettes sont estimées à 1,202,500,000 francs tandis que le total des crédits sollicités ne s'élève qu'à 1,012,500,000 francs. Mais le disponible apparent de 190 millions est absorbé par les dépenses de premier établissement — 193,750,000 francs — prévues pour la Marine, les Postes, les Télégraphes, Téléphones et l'Aéronautique.

La Commission réitère le vœu que les dépenses d'outillage de ces services, qu'il faut actuellement chercher au budget particulier de ceux-ci, soient incorporés dans le budget général des dépenses extraordinaires.

Parmi la recette globale de 1,202,500,000 francs, près de 95 p. c. sont attendus de deux sources : les prestations de l'Allemagne et le produit d'obligations à émettre en paiement de dommages de guerre. Examinons d'abord ces deux articles du chapitre des recettes (art. 12 et 14).

*
* *

Moyennant l'exécution régulière du Plan Dawes, la Belgique peut compter

recevoir de l'Allemagne pour 1929, en espèces et en nature, la valeur d'environ 1,100 millions. La gestion des livraisons en nature absorbera une trentaine de millions; les frais de notre armée d'occupation et la charge des dettes contractées envers les Etats-Unis avant l'armistice, justifient des prélèvements de 235 millions en atténuation des dépenses ordinaires. Reste la somme de 835 millions disponible pour des dépenses d'outillage et de restauration.

Si l'on considère que le service de notre Dette, qui est imputable pour les *neuf-dixièmes* à la guerre et à ses suites, demandera cette année 3 milliards 800 millions, et que les pensions de guerre nécessiteront une dépense de 640 millions, il est manifeste que, sous le régime du Plan Dawes, la Belgique est très loin de recevoir une indemnisation répondant à ses dommages. Or, ce Plan est sur le point d'être remis en discussion, et plusieurs membres de votre Commission se sont fait l'écho de bruits d'après lesquels la part accordée à la Belgique dans les prestations de l'Allemagne pourrait subir une nouvelle réduction.

Le Sénat sera unanime à refuser de prêter créance à ces prévisions pessimistes. En présence des assurances formelles que la France et la Grande-Bretagne nous ont données pendant la guerre, et des promesses solennelles que l'Allemagne elle-même nous a faites au moment de son agression et qu'elle a confirmées à Versailles, il serait inconcevable que la Belgique ne pût trouver, dans les paiements de réparation, de quoi diminuer, pendant de longues années encore, par le développement normal de son outillage, les pertes énormes qu'elle a subies.

C'est pourquoi, fort de l'appui de l'opinion publique belge, il ne saurait admettre et il n'admettra jamais une réduction nouvelle de ces indemnités déjà amenuisées bien en-deçà de nos nécessités au mépris de nos droits évidents.

En outre, la Commission compte sur

la vigilance du Gouvernement pour obtenir que l'Allemagne reprenne les milliards de marks que l'occupant a imposés à nos populations.

* * *

Le produit des titres à émettre en paiement de dommages de guerre est évalué à 300 millions. Or, la dépense totale pour les indemnités tant aux communes qu'aux particuliers, y compris certaines allocations secondaires — pour les logements provisoires, par exemple, — n'est estimée cette année (art.157) qu'à 350 millions (contre 522,070,000 francs au budget précédent). D'où il résulte que les paiements de cette nature à liquider en espèces ne sont portés en compte que pour 50 millions.

Le budget de 1928 prévoyait que, sur une dépense globale de 522 millions, 122 millions — soit près d'un quart — seraient payés en espèces; et l'Exposé général nous apprend que sur le crédit de 500 millions qui était destiné à des indemnités aux particuliers et dont, selon les prévisions, 400 millions devaient être payés en titres, 130 millions ont été fournis en espèces pendant les sept premiers mois de l'année, et 134 millions seulement en titres.

Votre Commission insistait l'an dernier pour que les indemnités fussent, autant que possible, liquidées en espèces. Elle sait gré à l'honorable Ministre des Finances, de la suite qu'il a donnée à ce vœu. Il a pu le faire, dit-il dans l'Exposé général, grâce à une amélioration des disponibilités de la Trésorerie.

Si le respect de la règle qu'il s'est imposée et que nous avons rappelée au début de ce rapport, l'oblige à prévoir un produit de 350 millions pour les émissions de titres, à donner en paiement aux sinistrés, la Commission espère néanmoins qu'il ne devra pas recourir dans une proportion aussi forte à ce

mode de liquidation. En d'autres termes, elle espère que cette année encore les disponibilités de la Trésorerie permettront d'effectuer largement les paiements en espèces. Son espoir se fonde à la fois sur la prudence habituelle de l'honorable Ministre dans l'évaluation des recettes ordinaires, et sur le fait qu'une partie des crédits accordés l'an dernier pour des dépenses extraordinaires n'a pas été complètement engagée.

* * *

Conformément à un désir formulé dans notre précédent rapport et reprenant une pratique abandonnée depuis 1925, le Gouvernement a bien voulu joindre à ses prévisions budgétaires un relevé des « travaux et entreprises en cours avec l'indication du degré d'avancement et du total probable de la dépense ».

Ce tableau, instructif à divers points de vue, indique que, à la date de sa publication, nombre de crédits n'étaient pas ou n'étaient qu'à peine « entamés ».

La Commission a voulu se rendre compte des dépenses engagées depuis cette date, et elle a posé, à ces fins, les questions reproduites en annexe (Annexes I et II).

La réponse reçue à la première de ces questions affirme que le Gouvernement n'entend pas déroger à la loi sur la comptabilité publique, selon laquelle les crédits non engagés au 31 décembre de l'année « qui donne sa dénomination à l'exercice » (1), deviennent caducs. Cette observance de la loi de 1846 a pour conséquence que le total des crédits sollicités pour un travail peut dépasser le coût estimé de celui-ci (voir, par exemple, aux articles 51, 2^o et 86 à 90 du tableau). De plus, l'Administration est naturellement portée à grossir ses propositions de dépenses pour l'exercice nouveau en raison de l'incer-

titude où elle se trouve, au moment où elle prépare le budget, de pouvoir épuiser avant la fin de l'année les crédits déjà accordés. Naguère, le Gouvernement inscrivait dans la loi budgétaire une disposition qui l'autorisait à utiliser, pendant plusieurs exercices, les crédits du budget extraordinaire. Cette pratique n'est-elle pas préférable ?

La Commission reconnaît qu'il serait difficile d'estimer avec précision la dépense requise pour compléter l'équipement militaire du pays. Mais elle estime que l'indication « coût indéterminé » apparaît trop fréquemment dans le relevé, fourni par le Département de la Défense nationale : Ne serait-il pas possible d'établir un programme de dépenses, constituant un ensemble, pour un certain nombre d'années, de déterminer le montant des sacrifices que le pays devra s'imposer dans ce délai pour assurer sa sécurité, d'en répartir la charge sur la période envisagée et d'éviter que l'exécution du programme dont l'accomplissement est jugé nécessaire dépende, d'année en année, des disponibilités probables de la Trésorerie ?

La Commission rend hommage à l'effort que le Gouvernement a fait pour éliminer du budget extraordinaire certaines dépenses d'entretien et de renouvellement qui y figuraient encore l'an dernier.

Toutefois, elle a prié l'honorable Ministre des Finances de vouloir bien justifier l'inscription à l'extraordinaire de certains achats de matériel militaire (voir la question III reproduite en annexe). Les trois premiers alinéas de la réponse lui paraissent fournir une explication satisfaisante. Mais elle ne saurait se rallier aux autres arguments avancés : il ne paraît pas prudent d'amortir ce matériel sur une période aussi longue que la durée moyenne de nos dettes consolidées, ni d'affecter les prestations allemandes à d'autres fins que la réparation de dommages de guerre ou la constitution d'avoirs permanents. C'est pourquoi la Commission croit devoir

(1) Termes de la loi de 1846.

recommander qu'une grande modération soit exercée dans le choix des dépenses d'ordre militaire dont il est proposé de décharger le budget ordinaire.

De même, elle voudrait voir porter à l'ordinaire certaines dépenses de dragage (art. 37, 1^o et 54, 2^o et 3^o), dont le tableau-annexe dit avec candeur qu'il s'agit d'entreprises se reproduisant tous les ans.

La loi du 29 avril 1928 a institué le « Fonds des Grands Travaux », sous la présidence éclairée et énergique de M. le Ministre d'Etat Francqui, le « Comité technique et financier des Grands Travaux » poursuit l'amélioration et la création des voies navigables dont la gestion lui est confiée.

A valoir sur la dotation globale de 1,800 millions, le budget de 1928 a autorisé le Gouvernement à verser au Fonds 127 millions. Un crédit de 250 millions est prévu au budget de 1929 (art. 18).

La Commission a cru devoir demander quelques précisions quant à l'emploi probable de l'allocation nouvelle, et elle eut voulu connaître l'usage qui a été fait de la provision déjà fournie (question IV reproduite en annexe). Dans sa réponse, l'honorable Ministre des Travaux publics lui donne l'assurance que le Gouvernement rendra compte aux Chambres de l'emploi des sommes allouées pour 1928 à la fin de cet exercice. Il serait souhaitable que le Gouvernement indiquât, en outre, comme le Département des Travaux publics le fait pour des entreprises qu'il gère directement, le degré d'avancement des différents travaux et le coût probable de chacun d'eux.

S'il était reconnu, que la dotation globale de 1,800 millions ne suffira pas, il conviendrait que le Gouvernement présentât, sans retard, une estimation révisée aux Chambres, afin que celles-ci fussent en mesure de décider soit une réduction du programme soit une augmentation de la dotation.

* * *

L'exécution des Grands Travaux est, paraît-il, retardée par la pénurie d'ingénieurs au service des Ponts et Chaussées; et l'honorable Ministre des Travaux publics déclare que la même cause empêche l'extension plus rapide des travaux d'amélioration de la voirie et des cours d'eau ainsi que l'aménagement de nouvelles waterings.

Malgré le louable souci de réduire les cadres des administrations de l'Etat, le Gouvernement serait mal avisé de laisser manquer de personnel un corps de fonctionnaires qui a contribué grandement à la prospérité du pays par la création de notre magnifique réseau de voies de communications et par les améliorations continues qu'il a apportées à notre sol. Si précieux que puisse être le concours de collaborateurs occasionnels, il ne pourrait remplacer le travail d'une administration permanente, fondé sur une longue expérience et animé par des traditions de dévouement à la chose publique.

On objecte que la concurrence des entreprises privées rend difficile le recrutement de techniciens d'élite. Et sans doute, les carrières administratives sont devenues moins attrayantes qu'elles n'étaient naguère, d'autant plus que la restriction des cadres supérieurs réduit les chances d'avancement.

Il importe de maintenir et de relever la qualité et l'autorité du personnel des services publics. S'il faut, pour conserver à l'Etat ses meilleurs agents et pour pourvoir à leur remplacement, accorder des allocations spéciales aux techniciens que d'autres carrières sollicitent, le Pays assumera volontiers les charges supplémentaires — qui, en mettant les choses au pis, n'augmenteront jamais que dans une faible proportion le fardeau du contribuable — afin de s'assurer cet élément indispensable de son bien-être : une bonne administration.

Les ingénieurs des Ponts et Chaussées semblent moins bien rémunérés que ceux d'autres administrations.

Suivant un vœu que votre Commission a exprimé l'an dernier, le Gouvernement vise à accélérer les travaux des communes qui établissent ou améliorent leurs distributions d'eau ou leurs canalisations, en accordant cette année une part plus forte des subventions promises.

Mais la note explicative à l'article 13 de notre budget semblait indiquer que le Gouvernement s'était engagé à intervenir pour 166 millions deux tiers dans le coût du nouveau réseau d'égouts qu'il est projeté de créer dans l'agglomération anversoise. La Commission a estimé que l'approbation au crédit de 2 millions que le Gouvernement propose d'accorder, à titre de « première tranche » à valoir sur l'intervention de l'État dans le coût de ces vastes travaux, ne pouvait impliquer un engagement de fournir par la suite 164 millions deux tiers.

L'honorable Ministre de l'Intérieur lui a donné, à ce sujet, les assurances qu'on trouvera dans la réponse à la question y reproduite en annexe.

* *

Un membre de la Commission regrette que le Budget extraordinaire pour l'année 1929 ne contient aucun crédit pour l'amélioration du canal de Gand à Terneuzen et, notamment, en vue de la création de la deuxième grande écluse à Terneuzen.

La Commission appelle l'attention de l'honorable Ministre sur ce point.

* *

La Commission constate que l'institution du fonds spécial des routes n'a pas, jusqu'ici, fait avancer, avec la célérité que le pays espérait, la remise en état de notre réseau routier.

Il résulte d'une communication de l'honorable Ministre des Travaux publics que, sur l'ensemble des crédits accordés en 1928 et s'élevant à 156,650,000 francs, le montant des sommes liquidées

au 31 décembre dernier n'atteignait que 18,500,000 francs.

La Commission fait appel à l'énergie de l'honorable Ministre, pour que les crédits accordés soient utilisés rapidement pour remédier à l'état pitoyable de nos routes. L'état actuel des choses est lamentable et jette un discrédit sur le pays aux yeux de nos visiteurs étrangers.

* *

L'article 33 de notre Budget est libellé comme suit : « Palais des Thermes, à Ostende. — Construction (1^{re} tranche d'une dépense totale estimée à 5,500,000 francs). — Crédit demandé : 500,000 francs et la note explicative fournit cette justification : « afin de permettre de liquider une première avance sur la somme de 5,500,000 francs constituant la part d'intervention de l'État dans la construction du dit Palais : exécution d'une convention avec la Ville d'Ostende. »

La Commission a demandé à l'honorable Ministre des Travaux publics quelle est la convention à laquelle il s'est référé. En réponse, elle a reçu communication du texte de la convention des 5-12 août 1912, conclue entre l'État et la Ville d'Ostende.

Aux termes de cette convention, les parties contractantes :

a) « Constatent qu'en vertu de l'article 7 de la loi du 7 août 1911, le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics est autorisé à imputer sur la somme prévue au poste 4 de l'annexe V visée à l'article 4 de l'acte additionnel au traité de cession de l'État indépendant du Congo à la Belgique créant un fonds spécial de 45,500,000 francs :

2^o Une somme de 5,500,000 francs pour la construction d'un Palais des Thermes, à Ostende ;

et b) elles conviennent :

» ART. 11. — Un Palais des Thermes sera construit à Ostende par l'État.

L'emplacement en sera déterminé ultérieurement.

De l'avis de la Commission, les textes cités démontrent que la convention en question ne peut être invoquée. Il s'agissait, en 1912, d'un prélèvement sur un Fonds actuellement épuisé en vue de la construction par l'État d'un monument dont la construction était estimée à 5,500,000 francs. Aujourd'hui, il est proposé d'accorder sur des ressources de l'État une subvention de 5,500,000 francs à titre de participation dans une dépense dont le montant n'est pas indiqué pour un travail à exécuter par la Ville d'Ostende.

Le Sénat appréciera s'il y a lieu d'accorder cette subvention. Mais il voudra, sans doute, être mieux éclairé avant d'en ratifier le principe par le vote du crédit proposé de 500,000 francs.

* *

La Commission se plaint à reconnaître les efforts du Gouvernement pour répartir équitablement les dépenses d'outillage entre les différentes parties du territoire.

Elle pense cependant, que les régions qui ont le plus souffert de la guerre méritent des faveurs particulières, et elle souhaiterait notamment que le rétablissement du canal d'Ypres à l'Yser fût poussé avec plus de vigueur.

Pour ménager les disponibilités du Trésor, l'exécution d'entreprises relativement peu importantes et susceptibles d'être menées à bonne fin en quelques mois, est fréquemment échelonnée sur plusieurs années. Ce système présente manifestement un grand inconvénient : les travaux partiels restent sans utilité jusqu'à l'achèvement de l'entreprise entière.

Il en est ainsi, par exemple, de l'installation du chauffage central au Palais des Princes-Evêques à Liège. Le crédit de 250,000 francs prévu à l'article 31 du Budget ne permettrait d'exécuter qu'un quart du travail. La Commission propose

d'inscrire au budget cette année le montant total de la dépense, soit 1 million (voir la question VI reproduite en annexe).

D'autre part, le Gouvernement est d'accord pour réduire le crédit inscrit à l'article 147 (quote-part de l'Office des Dommages de Guerre dans les dépenses du Comité supérieur de contrôle; voir réponse à la question VII).

Aucun crédit n'est demandé cette année pour l'acquisition ou l'aménagement de nos ambassades et légations. Il importe que nos représentants à l'étranger disposent de bureaux et de salons de réception qui ne nuisent pas au prestige de la Belgique. L'honorable Ministre des Affaires Etrangères a adressé à ce sujet à votre rapporteur la lettre reproduite en annexe (annexe VIII).

Enfin, il est un travail qui reste en souffrance depuis trop longtemps : le parachèvement de l'aile droite du Palais du Roi à Bruxelles. Les crédits inscrits aux budgets de 1927 (152,000 francs) et de 1928 (2,500,000 francs) n'ont pas été engagés. La Commission souhaite qu'ils soient renouvelés et augmentés de façon que les aménagements soient exécutés, suivant un plan agréé par la Liste civile, dans un délai qui ne dépasse pas trois ans.

* *

Plusieurs membres de la Commission ont désiré connaître l'accord intervenu récemment entre l'Etat et la Ville de Bruxelles au sujet de l'appropriation de certains terrains que l'Administration des domaines a acquis en vue de la Jonction.

Le texte de l'accord lui a été communiqué. Il est reproduit *in extenso* en annexe à ce rapport (2^e annexe).

Dans cette convention, il est stipulé nettement que l'autorisation donnée à la ville d'effectuer des travaux d'aménagement, et notamment de tracer des rues nouvelles, sur les terrains en question, ne préjuge point de l'exécution ou de l'abandon du projet de Jonction. Ces

travaux se feront aux frais de la ville, et celle-ci devra les détruire à ses frais, si besoin est, pour que la Jonction puisse s'accomplir.

Les dépenses qu'occasionneront ces appropriations précaires, et le cas échéant, leur démolition, incombent au budget de la ville. Cependant certains membres de la Commission ont exprimé la crainte que la ville n'expose des sommes très importantes dans des travaux qu'il faudrait démolir pour réaliser la Jonction, notamment dans l'établissement d'une rue brisée sur l'emplacement prévu pour la halte centrale et les voies ferrées, et que la perte qui serait ainsi infligée aux contribuables bruxellois, ne crée un jour un obstacle moral à l'accomplissement du vœu du législateur. Plusieurs membres sont même d'avis, mais cet avis n'est pas partagé par d'autres, que si la ville établit la rue brisée prévue aux plans, l'obstacle à la construction de la Jonction sera tel, que l'exécution de celle-ci en sera compromise.

Pour parer à ces éventualités, les deux amendements dont la teneur suit, ont été déposés :

« 1^o Aux dépenses extraordinaires, « tableau de désignation des services et de l'objet des dépenses » à ajouter un article 166 disant :

« *Jonction Nord-Midi.* — Aménagement en vue de la Jonction :

» a) Du quartier de la Putterie :
» 12,500,000 francs ;

» b) Du quartier Sainte-Elisabeth,
» 12,500,000 francs. »

« 2^o Au tableau de « désignation des produits » à ajouter un article 6bis, disant :

« *Jonction Nord-Midi* » prix de vente d'immeubles expropriés dans les quartiers de la Putterie et le quartier Sainte-Elisabeth : 25 millions. »

Le second amendement a pour objet de mettre à la disposition du Gouvernement les ressources nécessaires pour

couvrir les nouvelles dépenses proposées, sans modifier l'économie générale du budget, tel que celui-ci a été présenté. Mais il a été objecté que le recouvrement de la dette envisagée ne se ferait pas au profit du Trésor. En effet, la convention du 7 avril 1903, intervenue entre l'État et la Ville — convention qui est restée en vigueur — détermine les conditions dans lesquelles les terrains appartenant à l'État dans les quartiers en question seront réalisés et elle règle l'affectation du produit de ces ventes.

Cette objection en a provoqué une autre. La convention de 1928 a elle-même modifié les accords de 1903 et, comme cette dernière a été ratifiée par une loi, il faudra une intervention du législateur pour valider celle de 1928.

D'autre part, la proposition de dépenses a été critiquée, parce qu'aucune précision n'a été donnée quant à la nature des aménagements auxquels le Gouvernement aura à employer les 25 millions mis à sa disposition. A quoi les partisans de l'amendement ont répondu qu'il suffisait que le législateur marquât sa volonté de voir aménager convenablement avant 1930, les quartiers qui défigurent actuellement l'aspect de la ville, qu'il mit à la disposition du Gouvernement des disponibilités suffisantes et qu'il prescrivît que les travaux ne pourraient en rien compromettre l'exécution de la Jonction.

Le Gouvernement, par l'organe de l'honorable Ministre des Chemins de fer, a déclaré que, sans préjuger des décisions qui seront prises au sujet de la Jonction Nord-Midi par les Chambres, il déposait un amendement permettant d'obtenir rapidement des précisions sur le coût et le mode d'exécution des travaux, précisions que les services actuels de l'État ne sont pas en mesure de fournir.

« *Texte de l'amendement* : Aux dépenses extraordinaires ; tableau de désignation des services et de l'objet des dépenses.

» Nouvel article 166 : 5 millions de

francs pour organiser une adjudication-concours des travaux de la Jonction Nord-Midi. »

Plusieurs membres estimèrent qu'en présence de l'étude à laquelle il serait ainsi procédé, la Ville s'abstiendrait vraisemblablement d'entreprendre des travaux dont le sort dépendrait des conclusions de cette étude. Mais la plupart des membres furent d'avis que la Ville y renoncerait plus sûrement si l'État assumait la charge des aménagements, conformément au 1^{er} des amendements reproduits ci-dessus.

En conséquence, la Commission s'est ralliée à l'unanimité des voix à l'amendement présenté par le Gouvernement.

Par 8 voix contre 6, elle propose au Sénat l'adoption des deux autres amendements.

* *

La discussion du budget élucidera, sans doute, les points sur lesquels la Commission a cru devoir présenter des observations. Sous ces réserves, la Commission, par 10 voix et 4 abstentions, vous propose d'adopter le budget présenté par le Gouvernement.

Le Président,
C. MAGNETTE.

Le Rapporteur,
L. BEAUDUIN.

Amendements présentés par la Commission.

TABLEAU I. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

ART. 166 (*nouveau*). — Jonction Nord-Midi.

Aménagement en vue de la Jonction :

a) du quartier de la Putterie, 12,500,000 francs;

b) du quartier Sainte-Elisabeth, 12,500,000 francs.

ART. 166bis (*nouveau*). — Jonction Nord-Midi :

Adjudication-concours des travaux de la Jonction, 5,000,000 de francs.

TABLEAU II. — RECETTES EXTRAORDINAIRES.

ART. 6bis (*nouveau*). — Jonction Nord-Midi :

Prix de vente d'immeubles expropriés dans les quartiers de la Putterie et Sainte-Elisabeth, 25,000,000 de francs.

Erratum. — Tableau I : A l'article 33 lire : « 5,500,000 » au lieu de « 5,600,000 ».

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

TABEL I. — BUITENGEWONE UITGAVEN.

ART. 166 (*nieuw*). — Noord-Zuid-verbinding.

Inrichting met het oog op de Verbinding :

a) van de Putterij, 12,500,000 frank.

b) van de Ste-Elisabethwijk, 12,500,000 frank.

ART. 166bis (*nieuw*). — Noord-Zuid-verbinding :

Aanbesteding-wedstrijd voor de bindingswerken, 5,000,000 frank.

TABEL II. — BUITENGEWONE ONTVANGSTEN.

ART. 6bis (*nieuw*). — Noord-Zuid-verbinding :

Verkoopprijs van vaste goederen in de Putterij en Ste-Elisabethwijk onteigend, 25,000,000 frank.

Erratum. — Tabel I : Bij artikel 33 te lezen : « 5,500,000 » in plaats van « 5,600,000 ».

1^{re} ANNEXE**Questions posées par la Commission et réponses
de MM. les Ministres.****ANNEXE I.**

QUESTION A M. LE MINISTRE DES FINANCES. — La Commission du Budget extraordinaire relève dans la note à l'appui des prévisions de dépenses, page 71 : une note « En ce qui concerne les crédits sollicités par tranches, l'excédent des engagements des dépenses sur le montant des liquidations, sera, par application des dispositions de l'article 30 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, reporté à l'exercice suivant » dont la portée lui échappe.

Cette note a-t-elle pour objet de dire, qu'une dépense engagée avant le 31 décembre 1929, pourra être liquidée après le 31 octobre 1930 ? Dans ce cas, cette disposition ne devrait-elle pas être incorporée dans la loi du budget ? Ou bien a-t-elle pour objet de laisser à la disposition du Gouvernement les crédits non engagés au 31 décembre ? Dans ce cas, il faudrait à fortiori l'autorisation d'une loi.

A ce propos, la Commission serait désireuse d'obtenir le plus tôt possible après le 31 décembre, l'indication des dépenses engagées à cette date, de façon à pouvoir apprécier plus utilement les données des tableaux que l'honorable Ministre a bien voulu fournir dans l'annexe au Budget extraordinaire pour 1929 (Doc. parl., n° 5, XVI).

En même temps elle désirerait connaître quels sont les crédits ou parties de crédit votés antérieurement aux crédits pour 1928, qui sont devenus caducs.

RÉPONSE. — Cette disposition a simplement pour but de faire ressortir

que les Ministres, moyennant les formalités à accomplir, peuvent disposer après la clôture de l'exercice, de l'excédent existant sur les tranches votées pour des dépenses engagées. Ces transferts sont de droit en vertu de l'article 30 de la loi sur la comptabilité et la note en cause doit être considérée comme n'ayant que la valeur d'une indication pour les services intéressés.

En ce qui concerne la situation au 31 décembre des dépenses engagées, l'utilité de celle-ci échappe, étant donné que le Budget extraordinaire comme le Budget ordinaire doit en principe être voté avant cette date.

Dans l'éventualité où il n'aurait pas été satisfait à cette obligation légale, le Gouvernement est tout disposé à fournir les renseignements en question si la Commission en exprime le désir.

ANNEXE II.

QUESTION A M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS. — Une réponse que l'honorable Ministre des Finances a bien voulu donner à une question de la Commission, chargée de l'examen du Budget des dépenses extraordinaires, confirme que le Gouvernement n'entend disposer des crédits mis à sa disposition pour l'exercice 1928 que dans la mesure où les dépenses sont effectivement engagées au 31 décembre 1928. Le surplus de ces crédits ne peut être utilisé, en sorte que les sommes, affectées ou susceptibles d'être affectées aux différents travaux comprennent non pas le total des crédits votés pour les exercices 1928 et anté-

rieurs augmentés des crédits à voter pour 1929, mais seulement le total des sommes engagées avant le 31 décembre 1928, plus les crédits pour 1929.

L'honorable Ministre des Finances ajoute, que le Gouvernement est prêt à fournir la situation des dépenses engagées au 31 décembre 1928, si la Commission en exprime le désir.

La Commission estime, que les indications fournies aux articles 18 à 80 de la note annexe au Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 29 (Doc. Sénat, 5, XVI, pp. 110 à 132) seraient beaucoup plus utiles si elles étaient complétées de la façon suivante :

A. Par l'inscription à côté des montants des crédits votés pour 1928, des sommes dépensées ou engagées à valoir sur les crédits au 31 décembre 1928;

B. Par l'inscription à côté des montants des crédits votés antérieurement des sommes dépensées à valoir sur ces crédits.

La Commission serait désireuse d'obtenir ces renseignements de toute urgence d'une façon au moins approximative.

RÉPONSE. — J'ai l'honneur de vous faire parvenir un exemplaire de l'annexe au Budget des recettes et dépenses extraordinaires de 1929, complété par les indications demandées dans votre lettre du 28 décembre 1928.

Ces renseignements n'ont pu vous être adressés plus tôt, parce qu'il a fallu attendre que tous les engagements contractés jusqu'au 31 décembre 1928 inclusivement fussent comptabilisés, opération pour laquelle le délai réglementaire n'expirait que le 10 janvier courant.

D'autre part, il est à remarquer qu'en ce qui concerne les articles 18 et 19 (provisions à verser au Fonds des grands travaux et au Fonds spécial des routes), les crédits alloués sont versés intégralement aux fonds spéciaux dont il s'agit et sont utilisés complètement, quel

que soit l'exercice d'imputation des dépenses.

En outre, les crédits destinés à l'exécution de certaines grandes entreprises et qui sont alloués par tranches successives, sont engagés entièrement. S'ils n'ont pas été totalement utilisés avant la clôture de l'exercice auquel ils se rattachent, le reliquat disponible est transféré à l'exercice suivant, par application de l'article 30 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

ANNEXE III.

QUESTION A M. LE MINISTRE DES FINANCES. — Dans l'exposé général du Budget, l'honorable Ministre des Finances signale, que pour parachever l'œuvre d'assainissement budgétaire, il a été procédé à divers transferts de l'extraordinaire à l'ordinaire. La Commission constate avec satisfaction, que le Gouvernement s'est rallié au principe de ces transferts, sur la nécessité desquels elle a cru devoir insister depuis plusieurs années.

L'examen du Budget extraordinaire montre que celui-ci a été allégé à charge du Budget ordinaire, par l'élimination des crédits pour des travaux d'entretien d'immeubles et pour le renouvellement du mobilier et du matériel.

La Commission constate que restent inscrits au Budget extraordinaire d'importants crédits pour des dépenses d'ordre militaire qui ne paraissent nullement correspondre à une augmentation parallèle du patrimoine national. Tels sont les compléments de l'armement portatif et des approvisionnements en munitions (art. 111 et 112), des masques anti-gaz (art. 110) et du matériel aéronautique (art. 121) toutes dépenses qui paraissent devoir se reproduire si pas annuellement, du moins dans des délais relativement courts et dont l'amortissement devra en tout état de cause se faire en un petit nombre d'années.

L'honorable Ministre voudrait-il expliquer comment, selon lui, se justifie l'inscription à l'extraordinaire du coût de cette nature.

RÉPONSE. — Il s'agit, en l'espèce, de dépenses de premier établissement ou d'extension s'appliquant à des objets qui seront entretenus et renouvelés à charge de nos ressources ordinaires.

Dans ce système, l'existence de la contre-partie de la Dette se trouve garantie.

En effet, un actif est constitué par tout ce qui se trouve dans nos arsenaux militaires et qui garde une valeur.

De plus, ces dépenses donnent lieu à un amortissement dont la dotation est inscrite au budget ordinaire; elles sont donc en fin de compte, supportées par celui-ci.

Ne pas oublier non plus, que l'exécution du budget de 1929 ne comporte pas la nécessité de recourir à l'emprunt puisque les dépenses extraordinaires seront couvertes, pour leur presque totalité, par la partie libre des recettes à provenir des versements allemands.

ANNEXE IV.

QUESTION. — Art. 18. — *Grands travaux.* — Le crédit de 250 millions de francs à mettre à la disposition du Fonds des grands travaux, atteint le maximum de la provision autorisée pour cette exécution par la loi du 24 avril 1928. L'Exposé général du Budget dit que cette somme sera entièrement dépensée et il énumère les travaux auxquels elle sera affectée.

L'honorable Ministre des Travaux publics ne voudrait-il pas indiquer la ventilation entre les différents travaux de la dépense estimée à 250,000,000 de francs, comme il l'a fait aux articles 42 à 45 du budget antérieur, concernant la provision de 127,000,000 de francs versée au Fonds pour l'exercice 1928.

A quel moment l'honorable Ministre compte-t-il rendre compte de l'emploi de la provision accordée pour 1928, conformément aux prescriptions de l'article 8 de la loi du 24 avril 1928? Ne serait-il pas possible de joindre ce compte rendu au rapport de la Commission du Sénat sur le Budget extraordinaire pour 1928?

RÉPONSE. — La ventilation demandée est donnée ci-après :

	1928	1929
	—	—
Sambre	8.5 millions.	17 millions.
Canal de Charleroi	46 —	85 —
Canal direct : a) côté Liège	3 —	35 —
b) côté Anvers	4 —	11 —
Meuse et Ourthe	45.5 —	67 —
Amélioration du canal de Liège à Maestricht, du canal de Maestricht à Bois-le-Duc, du canal de jonction de la Meuse à l'Escaut, des embranchements vers Beverloo, vers Hasselt et vers Turnhout et du canal de Turnhout vers Anvers .	20 —	25 —
Subventions aux communes riveraines de la Meuse en amont de Liège pour les travaux de protection contre les inondations, y compris les installations de démergement	»	10 —
	127 millions	250 millions.

Cette ventilation, il est à peine besoin de le dire, n'est donnée qu'à titre indicatif; les nombres cités ne sont donc pas limitatifs.

Il doit, d'autre part, être bien entendu que le coût de tous les travaux qui seront exécutés aux voies navigables mentionnées au programme des grands travaux, sera imputé sur le Fonds spécial, à la seule exception de celui des travaux pour lesquels des articles distincts sont prévus dans le corps de la loi du Budget extraordinaire (rubrique C).

Le Gouvernement rendra compte aux Chambres de l'emploi du Fonds spécial voté pour 1928 à la fin du dit exercice.

Le « Fonds » n'ayant pu commencer à fonctionner qu'après la promulgation en mai 1928, de la loi qui l'a institué, il paraît prématuré de rendre compte, à présent, de l'emploi de la provision accordée pour 1928. Mais, pour ce qui concerne les années subséquentes, la possibilité d'annexer le rapport au projet du Budget extraordinaire sera examinée.

ANNEXE V.

QUESTION. — *Art. 13.* — Le crédit de deux millions de francs, inscrit à l'article 13 à titre de première tranche de la part d'intervention de l'État dans le coût des travaux d'établissement du réseau général d'égouts de l'agglomération anversoise, implique approbation de principe d'une dépense estimée à 166 millions.

La note à l'appui de ce crédit dit que l'État a promis d'intervenir à concurrence d'un tiers dans le coût des travaux évalués à 500 millions de francs. La Commission prie l'honorable Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène de lui communiquer la convention par laquelle l'État se serait ainsi engagé. Elle lui serait reconnaissante de dire pour quelles raisons il estime que cette convention ne doit pas être soumise à l'approbation d'une loi.

RÉPONSE. — L'inscription d'un crédit de deux millions à titre de première tranche de la part d'intervention de l'État dans le coût des travaux d'établissement du réseau général d'égouts de l'agglomération anversoise n'implique nullement approbation d'une dépense correspondant au tiers du coût total des travaux à entreprendre.

Aucune convention n'a été conclue par l'État, ni avec les autorités publiques en cause ni avec l'organisme chargé de la construction et de l'exploitation de ce vaste réseau d'égouts.

D'accord avec M. le Ministre des Finances, mon département a fait toutes les réserves qui s'imposaient en l'occurrence et stipulé que l'intervention financière de l'État, en faveur de ces travaux, ne pourrait être décidée que séparément pour chaque projet partiel et que le montant de cette intervention serait fixé pour chaque budget, préalablement à sa présentation.

ANNEXE VI.

QUESTION. — *Art. 30.* — A cet article, il est prévu 250,000 francs, soit le quart de la dépense totale, en vue d'installer le chauffage central au Palais des Princes-Évêques à Liège.

La note explicative dit que ces travaux pourraient se faire en quatre étapes.

La Commission chargée d'examiner le Budget des recettes et dépenses extraordinaires voudrait savoir pour quelles raisons ces travaux dureront quatre ans.

RÉPONSE. — L'exécution des travaux a été prévue en quatre ans, par étapes, pour ne pas gonfler exagérément le Budget, eu égard aux réductions demandées par le Département des Finances.

Rien n'empêcherait d'exécuter l'installation complète en un an si la législature accordait un crédit de un million.

ANNEXE VII.

QUESTION. — *Art. 147, p. 92.* — La Commission s'étonne de trouver une prévision de dépenses de 500,000 francs pour la quote-part de l'Office de liquidation des Dommages de guerre dans les dépenses du Comité supérieur de contrôle, alors que le budget de 1928 ne prévoyait qu'une dépense de :

187,470 francs à l'article 171,
27,000 francs à l'article 32

Total : 214,470 francs pour les services actuels de l'Office des Dommages de guerre et de l'Office des Régions dévastées. Comment s'explique cette augmentation ?

Quel est le nombre et l'importance des affaires dans lesquelles le Comité de contrôle a été appelé à intervenir à la requête de ces Offices pendant les dix mois de l'exercice 1928 ?

RÉPONSE. — Pour partie, cette augmentation provient de l'accroissement des dépenses de l'Office et, pour partie, elle était destinée à certaines primes d'encouragement pour découvertes de fraudes, dont le principe avait été prévu au projet de budget, où il n'a pas été maintenu.

La dépense à provenir de ce chef a été comprise dans le crédit, mais le rajustement de celui-ci n'a pu avoir lieu en raison de l'avancement des travaux d'impression des documents budgétaires. Par le fait, cette partie du crédit est destinée à rester sans emploi.

NOTE. — Il résulte des renseignements fournis par le Comité supérieur de contrôle que pendant les dix premiers mois de l'année cet organisme a traité 169 affaires pour le Département des Finances dont 127 ont donné lieu à un ou plusieurs rapports.

Sur le nombre total, 16 affaires ont été examinées à la demande même du Département.

Outre l'effet préventif très appréciable de l'action du Comité supérieur de contrôle, son activité en ce qui concerne les affaires du Ministère des Finances permettra, après la clôture des instructions en cours, le recouvrement pour l'année 1928 d'environ 6 millions.

Le Comité a, en outre, été appelé à émettre son avis, depuis le début de l'année, sur 10 litiges intéressant l'ancien Office des Régions dévastées. D'autres litiges très importants intéressant la même administration ont été examinés pendant cette même période et pourront probablement recevoir une solution à bref délai. Enfin, le Comité a été saisi dans les dix premiers mois de 1928 de 8 affaires litigieuses nouvelles.

ANNEXE VIII.

QUESTION. — La Commission s'étonne de ne pas trouver cette année une demande de crédit pour la construction et l'aménagement d'immeubles destinés à nos ambassades et légations.

L'honorable Ministre des Affaires Étrangères n'estime-t-il pas, avec elle, que les sacrifices nécessaires doivent être faits, dans l'intérêt du prestige de la Belgique, pour mettre à la disposition de nos agents diplomatiques, des habitations et des bureaux convenables ?

Pour quelles raisons aucune dépense n'est-elle envisagée en faveur de l'ambassade de Londres, qui dispose d'immeubles notoirement insuffisants ?

RÉPONSE. — Comme suite à votre lettre du 22 novembre dernier, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je partage entièrement l'avis de la Commission sénatoriale chargée d'examiner le Budget des recettes et dépenses extraordinaires, quant à la nécessité d'acquiescer à l'étranger des immeubles pour nos légations et nos ambassades. Non seulement le prestige de la Belgique ne paraît y gagner, comme vous le faites fort justement remarquer, mais il y aurait à cela de

grands avantages au point de vue des facilités du service et même au point de vue pécuniaire par l'économie à réaliser sur les frais de déménagement et d'installation.

Ces considérations n'ont pas échappé à mon département qui, avant la guerre, déjà a pu acquérir dans de bonnes conditions, quelques immeubles pour l'installation de nos légations. Il a repris cette politique en 1920-1921, époque à laquelle la dépréciation de certaines monnaies lui a permis d'acheter, à un prix relativement minime, des hôtels à Belgrade, à Budapest, à Rome et à Hambourg. Profitant d'autres circonstances, l'Etat acquit alors également un immeuble à Washington et à Dakar. Les difficultés financières que nous avons connues depuis lors ont imposé un arrêt dans les achats de propriétés à l'étranger. Mais, dès la fin de 1927, M. le Ministre des Finances a autorisé l'acquisition de légations à La Haye (chancellerie), à Athènes, à Bucharest, à Londres et au Caire. Ces opérations feront l'objet de demandes de crédits supplémentaires.

Il me paraît difficile d'inscrire annuellement pour cet objet une somme fixe au budget extraordinaire de mon département, parce qu'il est impossible de prévoir à l'avance les occasions d'achat qui se présenteront dans telle ou telle capitale. Ces occasions, il faut les saisir dès qu'elles s'offrent en tenant compte des intérêts du Trésor.

Il est bien dans mes intentions et dans celles de mon collègue des Finances de persévérer dans la voie que nous nous sommes tracée en cette matière et il m'est particulièrement agréable de constater qu'en agissant ainsi nous entrons dans les vues de la Commission du Sénat.

ANNEXE IX.

QUESTION. — Certains membres de la Commission désireraient connaître les conventions récemment intervenues entre le Gouvernement et la Ville de Bruxelles, relatives à la Jonction Nord-

Midi, et connaître les plans relatifs à l'exécution éventuelle de ces conventions.

RÉPONSE. — Comme suite à la communication que vous avez adressée à M. le Ministre des Chemins de fer, j'ai l'honneur de vous envoyer une copie de la convention du 31 octobre 1928 et des plans joints, conclue entre l'Etat et la Ville de Bruxelles en vue de l'aménagement provisoire des terrains de la Jonction Nord-Midi aux quartiers de la Putterie et de la rue Pachéco. (Voir II^e annexe du présent rapport).

QUESTION. — Art. 33. — *Palais des Thermes, à Ostende.* — La Commission chargée d'examiner le Budget des recettes et dépenses extraordinaires au Sénat, prie l'honorable Ministre des Travaux publics de bien vouloir lui communiquer la convention passée avec la Ville d'Ostende, pour la construction d'un Palais des Thermes.

RÉPONSE. — A l'heure actuelle, la convention entre l'Etat et la Ville d'Ostende, pour la construction du Palais des Thermes, n'a pas été modifiée. L'Etat s'est engagé, pour la construction du Palais des Thermes jusqu'à concurrence d'une somme de 5,500,000 francs. C'est par suite d'une erreur typographique que l'article 33 du budget extraordinaire porte la somme de 5 millions 600,000 francs. Cette allocation ne pourra être accordée à la Ville que si le crédit inscrit à cet effet au budget est approuvé par les Chambres.

Le texte de la convention, en date du 5 août 1912, a été communiqué à la Commission. (Rapport, page 5.)

QUESTION. — La Commission constate que parmi les Départements qui sollicitent des crédits pour l'exercice 1929, celui de l'Agriculture brille par son absence.

Cependant, les contributions de l'Etat à l'amélioration des ressources agricoles

du pays sont des plus productives, et à ce titre mériterait une place au Budget. Spécialement l'honorable Ministre, dans le discours qu'il a prononcé le 3 avril dernier au Sénat, s'était rallié en principe à l'idée de faire figurer au Budget extraordinaire des crédits afférents à la création de nouvelles wateringues. Or, plusieurs wateringues voient depuis des années leur travail arrêté, faute de subsides. L'honorable Ministre ne voudrait-il pas faire connaître les motifs pour lesquels un crédit de cette nature ne figure pas au budget pour 1929 ou mieux encore combler la lacune par une demande complémentaire de crédit ?

RÉPONSE. — Depuis la guerre, aucun crédit ne figure au Budget extraordinaire pour l'amélioration de la voirie et des cours d'eau ainsi que pour l'aménagement de wateringues. Je n'ai cependant pas connaissance de travaux pour l'aménagement de nouvelles wateringues qui seraient arrêtés par suite de l'absence de crédits disponibles.

Ce qui empêche l'extension plus rapide des travaux d'amélioration c'est le manque de personnel. On ne peut à la fois ramener celui-ci à un strict minimum et produire plus de projets.

Mon Département accorde les mêmes subsides aux wateringues qui s'adressent à des auteurs de projets étrangers à l'administration qu'à celles qui s'abouchent directement avec le Service de l'Hydraulique agricole.

QUESTION. — La Commission désirerait savoir si aucun crédit n'est prévu au Budget, en vue de l'élargissement du pont de Tilff (Liège) à l'occasion de l'Exposition internationale de 1930.

RÉPONSE. — La somme de 3,050,000 francs inscrite à l'article 20, 3^e province de Liège, comprend un crédit pour la reconstruction et l'élargissement du pont sur l'Ourthe, à Tilff.

QUESTION. — La Commission voudrait connaître les projets élaborés, au sujet

du canal à créer vers le Moerdyck, par la Commission nommée jadis par le Baron Ruzette lorsqu'il était Ministre des Travaux publics.

RÉPONSE. — La Commission chargée d'examiner la question de la création d'un canal destiné à relier Anvers et Liège et subsidiairement de la construction du canal Anvers-Rhin. — Commission instituée par M. le Ministre Baron Ruzette — s'est bornée à examiner le principe de la construction d'un canal Anvers-Moerdyck et n'a été mise en présence que de tracés schématiques sur une carte à petite échelle. Aucun projet détaillé n'a été dressé.

QUESTION. — Dans le tableau communiqué par l'honorable Ministre à la Commission du Budget pour 1928, les travaux de construction du port de pêche d'Ostende (art. 73, 1^o, du Budget tel qu'il fut présenté à la Chambre), le coût global des travaux était estimé à 78,000,000 de francs.

Pour quelle raison cette estimation est-elle réduite actuellement à 70,500,000 francs ?

RÉPONSE. — Au Budget extraordinaire de 1928, le coût global des travaux du port de pêche d'Ostende, estimé à 78,000,000 de francs, comprenait un montant de 18,000,000 de francs pour la construction de la nouvelle minque; à la demande du Département des Finances, un poste spécial a été inscrit à ce budget pour la minque; l'estimation de 78,000,000 de francs aurait donc dû être réduite à 60,000,000 de francs. C'est à ce dernier montant qu'il faut comparer celui de 70,500,000 francs inscrit dans le projet de budget de 1929; l'augmentation de 10,500,000 francs est prévue pour faire face aux majorations qu'ont subies et subiront encore les prix des matériaux et de la main-d'œuvre.

QUESTION. — Art. 51. — Nèthe. — Les travaux d'amélioration de la Nèthe infé-

rieure, dans la traversée de Duffel et à la reconstruction du pont-route provincial, sont estimés à 3,000,000 de francs.

Suivant le tableau qui a été fourni à la Commission du Budget pour 1928, le même travail est estimé à 2,000,000 de francs et l'estimation originale est de 1 million. L'écart de 1 million à 2 millions s'explique par les variations de la valeur d'achat de notre monnaie, mais comment se fait-il que l'estimation ait encore augmenté de la moitié en quelques mois ?

De même l'estimation de la construction du pont de Waelhem et l'amélioration des accès de ce pont passent subitement de 5 à 8 millions et la reconstruction du pont de la porte de Louvain à Lierre a passé de 2 millions à 3 millions.

Comment s'expliquent ces variations ?

Il est à noter, que pour le pont de Lierre, le Sénat vient à peine d'approuver le principe du travail, en accordant une première tranche de crédit sur la foi d'une estimation, dont l'insuffisance aurait dû apparaître dès le moment où le crédit dut être sollicité.

RÉPONSE. — La dépense à résulter pour l'État de l'exécution des travaux d'amélioration de la Nèthe inférieure dans la traversée de Duffel et de reconstruction du pont-route avait été estimée vers le milieu de 1926 à 1,200,000 francs, quand le projet de budget de 1927 a été dressé. Pour tenir compte de la chute du franc, cette somme a été portée à 2,000,000 de francs au moment où le projet de budget de 1928 a été élaboré (milieu de 1927). Depuis lors, le coût de la vie et des matériaux a subi une augmentation continue ; c'est pour faire face à ces augmentations et à celles qui se présenteront encore probablement d'ici à l'adjudication des travaux que l'estimation a été portée à 3,000,000 de francs.

En ce qui concerne le pont de Waelhem, un premier crédit a été sollicité par amendement au mois de mars 1927 : l'estimation était alors de 5 millions ;

celle-ci a été maintenue vers le milieu de 1927 quand le projet de budget de 1928 a été dressé. En juillet 1928, on a procédé à l'adjudication de la première partie de ces travaux comprenant les maçonneries du nouveau pont, les rampes d'accès et les travaux d'amélioration à la rivière : l'offre la plus basse était de 5,250,000 francs. Devant ce résultat, il a été jugé nécessaire de porter l'estimation totale à 8 millions, pour tenir compte du coût du tablier proprement dit et de l'équipement électro-mécanique du tablier levant.

Quant au pont de la Porte de Louvain à Lierre, l'estimation de 2 millions faite en 1927, lors de l'élaboration du projet de budget de 1928, a dû être portée à 3 millions pour les motifs indiqués ci-dessus pour le pont de Duffel.

QUESTION. — La Commission du Budget extraordinaire prie l'honorable Ministre des Finances, de lui dire, pour quelle raison l'amortissement des avances faites à la Colonie et remboursées par celle-ci par annuités, se trouve porté en recette au Budget extraordinaire (article 3 des recettes) alors que l'amortissement des avances consenties au Ruanda-Urundi, remboursable de la même façon, est pris en recettes à l'ordinaire (art. 93 des Voies et Moyens).

RÉPONSE. — Les avances faites par l'État au Ruanda-Urundi sont effectuées au moyen de crédits inscrits au Budget extraordinaire dont les dépenses, en principe, sont couvertes par l'emprunt.

Du chef de ces emprunts, le budget ordinaire est frappé de la charge des intérêts et amortissement y afférents.

Il est, dès lors, tout indiqué de porter en recette à l'ordinaire le remboursement de cette charge.

Quant aux avances faites à la Colonie, leur remboursement est réglé par la loi du 6 mars 1925 dont l'article 2 stipule que :

« Le Gouvernement est autorisé à

rétrocéder à la Colonie du Congo belge, à concurrence d'un capital de 25 millions de dollars au maximum, une partie du ou des emprunts visés à l'article premier.

« Une convention entre le Ministre des Finances et le Ministre des Colonies réglera les conditions de l'opération et déterminera la charge incombant au Congo belge en raison de la quote-part qui lui aura été assignée. Une recette correspondante sera portée au budget des Voies et Moyens pour l'intérêt, et au Budget extraordinaire pour les remboursements du capital. »

QUESTION. — La Commission prie Messieurs les Ministres des Travaux publics et des Finances, de lui communiquer la convention faite entre l'Etat et le Fonds spécial, en exécution des dispositions de l'article 5, alinéa 2, de la loi du 24 avril 1928.

RÉPONSE. — Une copie de cette convention est ci-jointe.

CONVENTION.

En vue de mettre à la disposition du Fonds spécial et temporaire des Grands Travaux les voies et moyens suffisants pour permettre à celui-ci de poursuivre sans arrêt le programme des travaux dont l'exécution lui a été confiée par la loi du 24 avril 1928.

Entre l'Etat Belge, représenté par : M. Henri Jaspar, Premier Ministre, Ministre des Colonies; M. le Baron Houtart, Ministre des Finances, et M. Baels, Ministre de l'Agriculture et Ministre des Travaux publics, d'une part;

Et le Fonds spécial et temporaire des Grands Travaux, représenté par son Directeur général, M. Delmer, Secrétaire général du Ministère des Travaux publics, d'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Chaque année, le Trésor public versera au Fonds spécial

et temporaire des Grands Travaux le montant de la provision annuelle prévue à l'article 5 de la loi du 24 avril 1928, compte tenu des sommes qui seront acquises au Fonds en vertu de l'article suivant.

ART. 2. — Le produit de la vente des biens quelconques devenus sans emploi et dont l'expropriation ou l'acquisition a été effectuée en vue de l'exécution du programme des Grands Travaux, sera retenu par le Fonds pour l'accomplissement de sa mission.

ART. 3. — Le montant des crédits prévus à l'article 1^{er} sera transféré à l'article spécial ouvert dans le Budget pour ordre, par acomptes successifs, dont le dernier devra être versé avant le 31 décembre.

Fait en double à Bruxelles, le 31 juillet 1928.

Pour le Fonds spécial et temporaire
des Grands Travaux :

Le Directeur général,
(S.) DELMER.

Pour l'Etat Belge :

Le Premier Ministre,
Ministre des Colonies,
(S.) HENRI JASPAR.

Le Ministre des Finances,
(S.) HOUTART.

Le Ministre de l'Agriculture
et le Ministre des Travaux publics,
(S.) BAELS.

*
* *

QUESTION A M. LE MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE. — La Commission s'étonne, de trouver dans le tableau annexé au Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires de l'exercice 1929 (*Document parl.*, n° 5-XVI), la

mention « Indéterminée » pour un grand nombre d'articles sous la rubrique « Montant probable de la dépense ».

Elle estime que pour la plupart des cas, pour le moins les services du Département de la Défense Nationale, l'on devrait fournir des évaluations analogues à celles qu'établissent les services du Département des Travaux publics.

Il ne paraît pas décisif d'invoquer l'instabilité du coût des matériaux et de la main-d'œuvre, comme il est fait à l'article 121, ni de dire que le coût d'un travail ne peut être évalué aujourd'hui, alors qu'il pouvait l'être en 1921, parce que la valeur de notre monnaie a varié depuis.

La Commission prie l'honorable Ministre, de vouloir bien fournir des estimations concernant les travaux dont le coût est indiqué comme indéterminé dans le document rappelé ci-dessus.

RÉPONSE. — Ci-joint un tableau indiquant le montant total probable des dépenses envisagées aux articles 84, 85, 93, 94, 95, 96, 97, 100, 104, 105, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 117 et 121.

Ces dépenses totales ont été déterminées d'après des programmes généraux de travaux ou d'achats.

Dans de nombreux cas, leurs montants n'ont pu être établis que d'une façon assez peu précise. La réalisation complète de nombreux travaux n'est prévue que dans un avenir trop éloigné pour qu'il soit utile de faire procéder, dès à présent, à des études détaillées ou à des évaluations donnant toute garantie.

Les chiffres donnés dans les dernières colonnes du tableau ci-annexé et calculés d'après les prix actuels de la main-d'œuvre et des matériaux, sont donc fournis sous toutes réserves.

Estimations concernant certains travaux à exécuter pour compte du Budget des recettes et des dépenses extraordinaires. (Complément au tableau-annexe du projet de Budget extraordinaire pour 1929, document parlementaire 5-XVI.)

Articles	Dépenses engagées au 1 ^{er} octobre 1928.	Dépenses engagées du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 1928.	Montant probable de la dépense restant à envisager à partir du 1 ^{er} janvier 1929.	Montant total probable de la dépense (chiffres ronds).
----------	--	---	--	--

SERVICE TECHNIQUE DU GÉNIE.

84	20,097,185 05	589,863 38	42,000,000 »	62,700,000 »
85	1,092,206 65	93,015 60	1,200,000 »	2,400,000 »
93	2,615,827 38	339,220 80	31,000,000 »	34,000,000 »
94	893,572 15	32,111 60	1,308,000 »	2,240,000 »
95	12,290,134 16	2,000,695 50	63,140,000 »	77,500,000 »
96	655,271 74	24,905 75	528,000 »	1,210,000 »
97	250,000 »	—	7,500,000 »	7,750,000 »
100	—	—	427,000 »	427,000 »
104	—	—	400,000 »	400,000 »
105	—	—	750,000 »	750,000 »

SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES TECHNIQUES DE L'ARTILLERIE.

108	29,333,581 55	267,722 99	50,000,000 »	79,600,000 »
109	43,648,715 12	3,778,432 37	175,000,000 »	222,500,000 »
110	47,638,595 80	5,947,985 56	90,000,000 »	143,600,000 »
111	26,319,409 06	1,327,623 95	90,000,000 »	117,700,000 »
112	125,979,908 74	4,310,553 70	120,000,000 »	250,300,000 »
113	2,761,462 50	928,177 »	25,000,000 »	28,700,000 »
114	407,443 42	827,565 30	1,280,000 » (pour 1929 et 1930)	2,520,000 »
115	119,685 »	179,759 96	300,000 » (1) (pour 1929 uniquement).	(1) Il n'est pas possible de donner le montant total probable de la dé- pense, parce que les cré- dits à demander pour les exercices 1930 et sui- vants seront directe- ment fonctions des ré- sultats qui auront été acquis en 1929.
117	—	—	300,000 »	300,000 »

AÉRONAUTIQUE MILITAIRE.

121	29,655,207 65	1,999,000 »	41,520,000 » (pour les années 1929-30-31 et 32).	73,200,000 »
-----	---------------	-------------	--	--------------

N. B. — Cette réponse n'est parvenue qu'après le dépôt du présent rapport.

2^e ANNEXE

Aménagement provisoire des terrains de la Jonction Nord-Midi
AUX
QUARTIERS DE LA PUTTERIE ET LA RUE PACHÉCO

Convention entre l'État et la Ville de Bruxelles du 31 octobre 1928.

M. Jaspar, Premier Ministre, Ministre des Colonies; M. le Baron Houtart, Ministre des Finances; M. Baels, Ministre de l'Agriculture et Ministre des Travaux publics, et M. Lippens, Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, agissant au nom de l'Etat belge, sans aucune reconnaissance préjudiciable, notamment quant aux revendications de la Ville de Bruxelles dont il sera parlé ci-après;

Et le Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Bruxelles, ici représenté par M. Max, Bourgmestre et M. Brees, Secrétaire communal, agissant au nom de la Ville de Bruxelles, sous réserve expresse des revendications qu'elle a portées devant les tribunaux par exploit en date du 21 mars 1925 ainsi que sous réserve d'approbation par le Conseil communal et par les autorités supérieures,

Ont exposé et convenu ce qui suit :

EXPOSÉ

L'Etat belge expose :

1. Sous la date du 7 avril 1903, une convention est intervenue entre l'Etat belge et la Ville de Bruxelles en vue de la transformation du quartier de la Putterie et de ses abords, suivant les indications du plan annexé à l'acte et sous réserve

des modifications d'ordre secondaire dont l'utilité pourrait être reconnue du commun accord des parties.

Cette convention a été faite en vue de faciliter l'exécution par l'Etat au quartier de la Putterie du projet de Jonction entre les gares du Nord et du Midi avec établissement d'une halte centrale et de permettre à la Ville d'aménager et de transformer le quartier.

D'une manière générale, la Ville s'engage à acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriations par zones tous les immeubles nécessaires à la réalisation du plan et à effectuer les travaux de voirie prévus au même plan.

L'Etat garantit la Ville contre toute perte éventuelle à résulter de l'opération immobilière; il est stipulé qu'en cas de bénéfice, celui-ci appartiendra exclusivement à la Ville.

Dans les limites du plan, les terrains nécessaires à l'établissement de la halte centrale et des voies ferrées d'accès, y compris les parties désaffectées des rues, sont abandonnés à l'Etat et restent sa propriété même si dans l'avenir ils cessaient d'être utilisés pour le service des chemins de fer.

Les autres terrains sont destinés à être revendus suivant les modalités indiquées, pour servir à l'érection de constructions nouvelles.

L'Etat conserve la gestion des immeubles lui appartenant dans la zone

prévue au plan jusqu'au moment où ils devront être évacués pour l'exécution du projet. Sont placés au contraire sous la gestion de la Ville jusqu'à la même époque, les immeubles dont l'acquisition lui est confiée.

Les frais de pavage de la nouvelle artère prévue devant l'emplacement de la halte centrale sont pour compte de l'Etat. Moyennant une allocation de la part de l'Etat d'une somme de 500,000 fr., tous les autres travaux de voirie sont à la charge exclusive de la Ville.

Il est convenu qu'aussitôt après l'exécution complète des travaux de voirie visés, l'Etat fera reprise, afin de classement dans la grande voirie : 1^o de la rue Courbe partant du Marché-aux-Herbes et aboutissant à la rue Cantersteen; 2^o de la voie publique qui reliera directement la dite rue Courbe à la rue de la Loi, par l'impasse du Parc; 3^o la partie de la rue du Gentilhomme comprise entre l'impasse du Parc prolongée et la rue du Treurenberg.

Par contre, seront classées au même moment dans la voirie urbaine : 1^o la rue de la Madeleine; 2^o la partie de la rue Cantersteen comprise entre la rue de la Madeleine et la rue Courbe; 3^o la rue de la Montagne, la rue de Loxum, la rue des Paroissiens, et la partie de la place Sainte-Gudule et de la rue du Treurenberg comprise entre la rue des Paroissiens et la rue du Gentilhomme.

La convention est déclarée faite en ce qui concerne l'Etat, sous réserve du vote des premiers crédits par la Législature, à l'occasion du Budget extraordinaire de 1903; et en ce qui concerne la Ville de Bruxelles, sous réserve d'approbation par le Conseil communal et l'autorité supérieure.

La loi du 26 août 1903, contenant le Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1903, ayant alloué les crédits visés dans la convention qui vient d'être analysée, celle-ci est devenue définitive à partir de cette époque en ce qui concerne l'Etat. Cette loi crée un fonds spécial rattaché au

budget pour ordre et géré par le Département des Chemins de fer; elle accorde à ce fonds une première allocation de 5 millions.

Du côté de la Ville de Bruxelles, le Conseil communal de Bruxelles donna son approbation à la convention en séance du 27 avril 1903 et cette approbation fut ratifiée par arrêté royal du 7 novembre 1904.

2. Les acquisitions amiables ont été entamées sans tarder; la première expropriation judiciaire se rapportant au quartier de la Putterie a été introduite en mars 1905 et le dernier procès fut terminé en juillet 1924. Le fonds spécial destiné à payer les indemnités revenant aux propriétaires expropriés fut alimenté par l'Etat au fur et à mesure des besoins.

3. L'Etat mit en adjudication dans le courant de l'année 1912 les premiers travaux de la Jonction au quartier de la Putterie. Ces travaux avaient pour objet le déblaiement de l'emplacement de la halte centrale et la construction de drains-égouts pour l'assèchement du terrain. D'autres travaux suivirent en 1913 et 1914, mais ils furent arrêtés par la guerre.

Après la cessation des hostilités, les travaux de voûtement de la halte centrale à l'emplacement de la future rue Courbe furent mis en adjudication sans succès le 2 juin 1920, les entrepreneurs ayant présenté des prix jugés excessifs.

4. En dehors du quartier de la Putterie, les acquisitions nécessaires aux travaux de la Jonction furent poursuivies avec activité par l'Etat. La première assignation en justice, à défaut d'accord amiable, fut lancée le 18 janvier 1905. Malgré les diligences faites, il reste encore à exproprier aujourd'hui neuf immeubles situés rue de Brabant, rue Saint-Lazare, rue de Berlaimont, rue Sainte-Gudule et rue de l'Escalier.

5. L'Etat fit mettre en adjudication le 15 mars 1911 les travaux de la Jonc-

tion depuis la rue des Brigittines jusqu'à la gare du Midi. Ces travaux étaient en cours lorsque éclata la guerre, et l'entreprise fut résiliée en 1920. Des entreprises eurent lieu également en 1913, 1914, 1919 et 1920 pour les travaux à effectuer : à l'emplacement de l'ancienne caserne Elisabeth, entre la rue de Schaerbeek et la rue de Tilly, entre la rue du Saint-Esprit et la rue des Brigittines, entre la place de la Chapelle et la rue des Brigittines. Ces travaux avaient pour objet principalement des déblais et la construction d'égouts. Deux de ces contrats furent résiliés en 1919 et en 1923.

6. Au cours de l'année 1921, le Gouvernement fit procéder à un nouvel examen de la question de la Jonction. Cet examen aboutit au dépôt par M. le Ministre Neujean, le 13 juillet 1922, d'un projet d'abandon de ce travail. Le rapport de la section centrale, accompagné d'une note de la minorité, fut déposé sur le bureau de la Chambre le 22 mai 1924; mais le projet devint caduc par la dissolution du Parlement le 6 mars 1925.

M. le Ministre Anseele déposa, le 15 juin 1926, un second projet d'abandon de la Jonction, adopté par la Chambre le 2 mars 1927 et rejeté par le Sénat le 24 juillet 1928.

7. Placé devant un vote contradictoire de chacune de nos deux assemblées législatives, ne disposant pas des crédits nécessaires pour continuer les travaux, le Gouvernement ne saurait poursuivre en ce moment la réalisation de la Jonction ; il a pour devoir, par contre, de veiller à ce que rien ne soit fait qui puisse être de nature à nuire à l'exécution éventuelle du projet.

La Ville de Bruxelles, de son côté, expose :

1. Que plus de 25 ans se sont écoulés depuis la conclusion de la convention du 7 avril 1903 ; qu'au quartier de la

Putterie, objet de cette convention, et ailleurs dans le centre de la Ville, de nombreuses constructions ont été démolies ; que les ruines causées par ces démolitions et l'état d'abandon des terrains destinés aux travaux donnent à la capitale un aspect déplorable de dévastation qu'il est du plus haut intérêt de faire cesser ; qu'eu égard à la récente décision du Sénat et en vue de donner aux principaux quartiers de la Ville plus spécialement atteints un aspect décent pour la période des fêtes du Centenaire de notre Indépendance et de l'Exposition de 1935, elle désire aménager à ses frais et à titre essentiellement temporaire les quartiers démolis.

2. Elle fait valoir d'autre, part, que certains aménagements sont indispensables pour satisfaire aux besoins de la circulation, et que la construction à titre provisoire de nouvelles voies de communication apparaît comme étant d'une nécessité inéluctable pour la sécurité publique ; qu'elle consent à prendre ces travaux à sa charge et à supporter éventuellement tous frais supplémentaires qui pourraient résulter de leur démolition en cas d'exécution de la Jonction.

Cet exposé fait et pour respecter la volonté du Gouvernement de ne nuire sous aucun rapport à l'exécution éventuelle des travaux de la Jonction, les représentants de l'État et ceux de la Ville ont conclu la convention suivante en déclarant de part et d'autre vouloir réitérer expressément les réserves inscrites en tête du présent acte.

CONVENTION

ARTICLE PREMIER. — L'État autorise à titre essentiellement temporaire, la Ville de Bruxelles à aménager à ses frais et à exploiter à son profit, sur une profondeur maximum de dix mètres, les terrains vagues longeant les rues ci-après désignées, figurées par un liseré rouge au plan n° 1 et par des hachures

rouges au plan n° II, annexés tous deux au présent acte et revêtus de la signature des parties.

Les rues dont il s'agit sont les suivantes :

A. — *Au quartier de la Putterie* : la partie de la rue de la Madeleine s'étendant entre la rue Cantersteen et l'impasse de la Porte-de-Bois ; la rue Cantersteen ; la rue Courbe actuellement en construction ; la rue à construire dans le prolongement de la rue Duquesnoy et aboutissant par un coude à la rue Courbe, la faculté étant réservée à la Ville de Bruxelles de substituer à cette voie entre la rue Duquesnoy et la rue Courbe l'exécution de la place prévue entre les mêmes rues par l'article 1^{er} de la convention du 7 avril 1903 et l'article 3 de l'avenant du 12 août 1914, et ce dans les conditions stipulées par ces deux derniers contrats.

B. — *Au quartier de la rue Pachéco* : la partie non bâtie de la rue des Comédiens ; la rue Montagne-de-Sion et la rue Pachéco jusqu'à la rue de Schaerbeek ; la rectification et le prolongement de la rue de Schaerbeek jusqu'à la rue des Sables ; l'élargissement de la rue Saint-Laurent dans sa partie vers la rue des Sables.

Les aménagements visés au présent article comporteront un dispositif approprié d'un caractère temporaire et répondant à l'esthétique urbaine.

Les terrains de fond derrière la bande de dix mètres concédés à la Ville sont réservés à l'État, qui en disposera pour des installations temporaires et les donnera en location à cette fin s'il le juge à propos. La Ville ménagera, le cas échéant, dans les parties qui lui sont concédées les accès nécessaires pour permettre à l'État de tirer parti des terrains de fond.

ART. 2. — La bande de dix mètres visée à l'article précédent est donnée en location à la Ville de Bruxelles, à titre

essentiellement précaire, et pour une durée maximum de dix-huit ans, moyennant un loyer annuel de 100 francs à titre récongnitif de la propriété de l'État.

Il est expressément entendu que les terrains ainsi donnés en bail à la Ville ne s'étendront en aucun cas à des biens dont l'État n'est pas propriétaire, et que la Ville aura à respecter, selon les conditions des contrats en cours, les baux et autres conventions qui pourraient affecter une partie des terrains visés. L'État fera éventuellement le nécessaire, mais sans garantie, pour obtenir la résiliation de ces contrats ; les indemnités qu'il pourrait avoir à payer de ce chef sont pour compte de la Ville, de même que tous frais quelconques.

En aucun cas, la Ville ne pourra procéder, pour l'exécution du présent article et de l'article 1^{er}, à des démolitions sans une autorisation expresse de l'État.

Là où la Ville renoncerait à utiliser en tout ou en partie la bande de dix mètres, l'État pourra disposer de l'excédent conformément à ce qui est dit au dernier alinéa de l'article 1^{er}.

Faculté est réservée à l'État de résilier en tout ou en partie et en tout temps le bail susdit accordé à la Ville, à charge d'en aviser la Ville par lettre recommandée au moins une année à l'avance. A l'expiration de l'année, l'État sera en droit de supprimer d'office et aux frais de la Ville toutes les installations quelconques, sans préjudice à toute action en dommages-intérêts.

ART. 3. — Sur les instances de la Ville de Bruxelles et pour satisfaire aux nécessités inéluctables de la circulation, l'État ne s'oppose pas à ce que la Ville réalise à titre provisoire et à ses frais les travaux de voirie ci-après, suivant le tracé indiqué aux deux plans visés à l'article 1^{er}, savoir :

A. — *Au quartier de la Putterie* : la rue Courbe actuellement en construction allant du Marché-aux-Herbes à la

rue Cantersteen ; l'élargissement de la rue de la Madeleine à partir de la rue Duquesnoy jusqu'à la rue Cantersteen, de manière à porter cette rue de douze mètres à dix-huit mètres environ ; l'élargissement de la rue Cantersteen, de manière à la porter de dix-huit mètres à vingt-deux mètres ; le prolongement de la rue Duquesnoy aboutissant par un coude à la rue Courbe, la faculté étant réservée à la Ville de Bruxelles, comme il est dit plus haut à l'article 1^{er}, de substituer à cette voie entre la rue Duquesnoy et la rue Courbe l'exécution de la place prévue entre les mêmes rues par l'article 1^{er} de la convention du 7 avril 1903 et l'article 3 de l'avenant du 12 août 1914, et ce dans les conditions stipulées par ces deux derniers contrats.

B. — Au quartier de la rue Pachéco : l'élargissement de la rue des Comédiens dans la partie non bâtie ; l'élargissement et la rectification de la rue Montagne-de-Sion et de la rue Pachéco jusqu'à la rue de Schaerbeek ; la rectification et le prolongement de la rue de Schaerbeek jusqu'à la rue des Sables ; l'élargissement de la rue Saint-Laurent dans la partie non bâtie.

ART. 4. — Les terrains domaniaux nécessaires à l'exécution des travaux visés à l'article 3 sont donnés en bail à la Ville à titre essentiellement précaire et pour une durée maximum de dix-huit ans, moyennant un loyer annuel de 100 francs à titre réconfortif du droit de propriété.

L'État se réserve la faculté de mettre fin à ce bail en tout ou en partie et en tout temps, à charge d'en aviser la Ville par lettre recommandée au moins une année à l'avance.

Dans le cas où à l'expiration de l'année dont il s'agit à l'alinéa qui précède, la Ville n'aurait pas supprimé ces ouvrages et rétabli les terrains dans leur situation actuelle, l'État belge aurait le droit de faire procéder lui-même et aux frais de la Ville aux travaux de

démolition ou de modification qu'il jugerait nécessaires. La Ville n'aura droit de ce chef à aucune indemnité ni à aucun dédommagement.

ART. 5. — Pour l'exécution des articles 3 et 4 qui précèdent, l'État s'engage à remettre à la Ville, aux fins de démolition, aussitôt qu'il aura pu obtenir la résiliation des baux, le petit magasin établi à l'angle de la rue de la Madeleine et de la rue Cantersteen ainsi que le couvent adossé à l'église de la Madeleine.

L'État prendra les mesures nécessaires, mais sans garantie, pour obtenir les résiliations susdites de même que la résiliation de tous autres baux ; les indemnités qu'il pourrait avoir à payer éventuellement de ce chef et tous frais quelconques sont pour compte de la Ville.

La Ville est autorisée à démolir, pour l'exécution des articles 3 et 4 de la présente convention, les fondations et murs de clôture dont la disparition serait nécessaire et qui ne dépendraient pas de propriétés données en location par l'État. Il est bien entendu que les égouts-drains établis par l'État dans le quartier de la Putterie seront maintenus.

ART. 6. — La Ville de Bruxelles supportera éventuellement toute la charge des dépenses supplémentaires qui, dans la réalisation du projet de la Jonction, résulteraient des travaux de voirie et autres qu'elle aurait exécutés par application de la présente convention.

Dans le cas où la réalisation de la Jonction, suivant le projet prévu dans la convention du 7 avril 1903 et de ses avenants ou suivant toute autre modalité, permettrait à l'État de conserver tout ou partie des travaux de voirie exécutés par la Ville, l'État s'engage à maintenir ces ouvrages. Il serait seul juge du point de savoir dans quelle mesure ce maintien est compatible avec la réalisation du projet de la Jonction.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles, en double original, dans le Cabinet de M. le Premier Ministre, le trente et un octobre mil neuf cent vingt-huit et signé par les représentants de l'État et ceux de la Ville, après lecture.

(S.) Henri Jaspar, Baron Houtart,

Maurice Lippens, H. Bael, Adolphe Max, E. Brees.

Enregistré à Bruxelles A. A. et A. J. P., le 5 novembre 1928. Vol. 38, Fol. 55, Case 13, sept rôles sans renvoi. Reçu douze francs cinquante centimes. Le Receveur (S.) Hoebanckx.

(26)

N° 69

1928 - 1929

Ville de Bruxelles
Plan I & II

Cfr. 35 mm.
2 plans

BELGISCHE SENAAAT

VERGADERING VAN 29 JANUARI 1929.

Verslag uit naam van de Bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van de Begrooting der buitengewone ontvangsten en uitgaven voor het dienstjaar 1929.

(Zie n^o 5-XVI van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren MAGNETTE, voorzitter; CARPENTIER, Baron de MÉVIUS, Du Bost, DEMOULIN, FRAITURE, HICGUET, MULLIE, RYCKMANS, SEGERS, VAN ROOSBROECK, VOLCKAERT en BEAUDUIN, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

In de algemeene uiteenzetting van de Begrooting voor 1929 (bl. 32), acht de Minister van Financiën dat het van hoofdzakelijk belang is dat onze Staatsschuld niet verhoogd worde, en van dit beginsel leidt hij af dat de grens der buitengewone uitgaven wordt getrokken door het bedrag der buitengewone ontvangsten. Inderdaad, volgens zijne ramingen, is het overschot van de gewone ontvangsten op de gewone uitgaven slechts ietwat hooger dan de bijzondere toekenning van 1,200 millioen aan het Delgingsfonds, zoodat er op de gewone begrooting enkel nog wat overblijft voor uitgaven van uitrusting.

Het ware overbodig hier de stelling van den Minister te behandelen, vermits de ontvangsten, naar het schijnt, zullen voorzien in al de behoeften van 's lands uitrusting in 1929, zonder dat obligatiën van de Staatsschuld hoeven te worden uitgegeven, buiten die welke als betaling aan de geteisterden zullen worden verstrekt.

Op het eerste gezicht, lijken de buitengewone uitgaven merklijk lager dan de voorziene ontvangsten : aldus worden de ontvangsten geraamd op 1,202,500,000 frank, terwijl de aangevraagde kredieten

slechts 1,012,500,000 frank bedragen. Doch het schijnbaar saldo van 190 millioen wordt opgeslorpt door de uitgaven voor eerste inrichting, — 193,750,000 frank, voorzien voor het Zeewezen, de Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart.

De Commissie herhaalt den wensch dat de uitgaven wegens uitrusting dezer diensten, die thans moeten worden gezocht op hun eigen begrotingen, zouden worden ingelijfd bij de algemeene begrooting der buitengewone uitgaven.

Van de globale ontvangst wordt 1,202,500,000 frank, bijna 95 t. h., van twee bronnen van inkomsten verwacht : de verstrekkingen van Duitschland en de opbrengst van de obligatiën uit te geven tot betaling van oorlogsschade. Eerst gaan wij deze beide artikelen van het hoofdstuk der ontvangsten nagaan (art. 12 en 14).

*
* *

Mits regelmatige uitvoering van het Dawes-plan, mag België erop rekenen dat het van Duitschland voor 1929, in speciën en in natura, voor ongeveer 1,400 millioen zal ontvangen. Het beheer van de leveringen in natura zal zoowat 30 millioen kosten; de kosten van ons

bezettingsleger en de last der tegenover de Vereenigde Staten vóór den wapenstilstand aangegane schulden, rechtvaardigen voorafnemingen van 235 miljoen van de gewone ontvangsten. Blijft een bedrag van 835 miljoen beschikbaar voor de uitgaven van uitrusting en herstel.

Zoo men nagaat dat de dienst onzer Schuld, die voor de negen tienden te wijten is aan den oorlog en zijne gevolgen, dit jaar 3 milliarden 800 miljoen zal vergen, en dat de oorlogspensioenen 640 miljoen zullen kosten, dan is het duidelijk dat, onder het stelsel van het Dawes-plan, België bij verre na niet de schadeloosstelling ontvangt waarop het aanspraak heeft. Dit plan staat te worden herzien en verschillende leden uwer Commissie waren de tolk van de geruchten volgens dewelke het aandeel van België in de Duitsche verstrekkingen andermaal zou worden verminderd.

Eensgezind zal de Senaat weigeren aan die pessimistische vooruitzichten geloof te slaan. Gelet op de uitdrukkelijke verzekeringen ons tijdens den oorlog door Frankrijk en Groot-Brittannië gegeven, en de plechtige beloften door Duitschland zelve afgelegd bij den inval en te Versailles, ware het ondenkbaar dat België in de betalingen wegens herstel het noodige niet zou kunnen vinden om, gedurende lange jaren nog, zijne overgrootte verliezen, door normale uitbreiding van zijne uitrusting, goed te maken.

Derhalve, gerugsteund door de openbare meening in België, kunnen en zullen wij nooit toestemmen in een vermindering van deze vergoedingen, die reeds verre beneden onze behoeften worden bekrompen, spijs onze onbetwistbare rechten.

Bovendien rekent de Commissie op de waakzaamheid van de Regeering om te bekomen dat Duitschland de marken zou overnemen die de bezetter aan onze bevolking heeft opgedrongen.

*
* *

De opbrengst van de titels uit te geven tot betaling van de oorlogsschade wordt op 300 miljoen geraamd. De totale uitgave voor deze vergoedingen zoowel aan de gemeenten als aan de particulieren, met inbegrip van sommige bijkomende tegemoetkomingen — wegens voorloopige woningen bij voorbeeld, — wordt voor dit jaar (art. 157), slechts op 350 miljoen geraamd (tegen 522,070,000 frank op de vorige begrooting). Daaruit volgt dat de betalingen van dien aard, in speciën te vereffenen, slechts voor 50 miljoen worden in rekening gebracht.

De begrooting voor 1929 voorzagt dat op eene globale uitgave van 522 miljoen, 122 miljoen — bijna een kwart dus — in baar zouden worden betaald; en de Algemeene Toelichting zegt ons dat op het krediet van 500 miljoen bestemd voor vergoedingen aan particulieren en waarvan, volgens de ramingen, 400 miljoen in titels moesten worden betaald, 130 miljoen in speciën werden uitbetaald gedurende de eerste zeven maanden van het jaar en slechts 134 miljoen in titels.

Uwe Commissie vroeg het vorig jaar met nadruk dat de vergoedingen zooveel mogelijk in baar zouden worden vereffend. Zij is den Minister dankbaar voor het gevolg dat hij aan dezen wensch heeft gegeven. Hij heeft het kunnen doen, zegt hij in de Algemeene Toelichting, dank zij een verbetering van de beschikbare middelen der Thesaurie.

Zoo de eerbied voor den regel dien hij zich heeft opgelegd en dien wij bij den aanvang van ons verslag hebben aangehaald, hem verplicht een opbrengst van 350 miljoen te voorzien voor de uitgifte van titels voor de geteisterden, toch hoopt de Commissie niettemin dat hij in zulke sterke verhouding zijn toevlucht niet zal moeten nemen tot deze wijze van vereffening. Met andere worden zij hoopt dat dit jaar nog de beschikbare middelen der Thesaurie toelaten zullen ruim in baar te betalen. Hare hoop is gegrond tevens op de gewone voorzichtigheid van den Minister

bij de raming der gewone uitgaven en op het feit dat een deel van de kredieten, het vorig jaar toegekend voor de buitengewone uitgaven, niet volledig werd betaalbaar gesteld.

* *

Overeenkomstig een wensch in ons vorig verslag uitgedrukt en terugkeerende tot een sedert 1925 opgegeven gewoonte, heeft de Regeering bij hare vooruitzichten voor de begrooting een opgave gevoegd : « van de werken en ondernemingen die aan den gang zijn met de vermelding van den stand der werken en het vermoedelijk totaal der uitgave ».

Deze leerrijke tabel vermeldt dus dat, op den datum harer bekendmaking, tal van kredieten niet of ternauwernood waren « aangesproken ».

De Commissie heeft zich rekenschap willen geven van de sedert dezen datum betaalbaar gestelde uitgaven en heeft met dit doel de vragen gesteld die hierachter als 1^{ste} en 2^{de} bijlagen volgen.

Het antwoord op de eerste dezer vragen zegt dat de Regeering niet voornemens is af te wijken van de wet op de rekenplichtigheid van den Staat, volgens dewelke de kredieten, die niet betaalbaar waren gesteld op 31 December van het jaar « dat aan het dienstjaar zijn nummer geeft » (1), vervallen. Deze naleving van de wet van 1846 heeft voor gevolg dat het totaal der kredieten, aangevraagd voor een werk, hooger kan zijn dan de geraamde kosten (zie b. v. de artikelen 51, 2^o en 86 tot 90 der tabel). Bovendien is het Beheer natuurlijkerwijze geneigd zijne voorgestelde uitgaven te verhoogen wegens de onzekerheid waarin het zich bevindt, op het oogenblik dat het zijne begrooting voorbereidt, vóór het einde van het jaar de reeds toegekende kredieten te kunnen benuttigen. Vroeger schreef de Regeering reeds in de begrootingswet een bepaling waarbij, gedurende verschillende dienstjaren, de kredieten op de

buitengewone begrooting mochten worden benuttigd. Is zulks niet verkieslijk?

De Commissie erkent dat het moeilijk ware met juistheid de uitgave te ramen voor de aanvulling van de militaire uitrusting van het land. Doch zij meent dat de vermelding : « kosten onbepaald », al te vaak voorkomt in de tabel door het Departement van Landsverdediging verstrekt : Ware het niet mogelijk een programma van uitgaven op te maken, dat een geheel over verschillende jaren zou vormen, het bedrag te bepalen van de offers die het land zich moet getroosten voor zijne veiligheid gedurende dien termijn, den last daarvan te verdeelen over dit aantal jaren en te voorkomen dat de uitvoering van een noodzakelijk blijkend programma, van jaar tot jaar, zou afhangen van de beschikbare middelen der Thesaurie?

De Commissie brengt hulde aan de krachtsinspanning door de Regeering gedaan om uit de buitengewone Begrooting sommige uitgaven voor onderhoud en vernieuwing te schakelen, die daarop het vorig jaar nog voorkwamen.

Zij heeft echter den Minister van Financiën verzocht de inschrijving op de buitengewone begrooting te rechtvaardigen van sommige aankopen van militair materieel (zie vraag III in de bijlage). De eerste drie alinea's van het antwoord schijnen voldoende verklaring te geven. Doch zij kan geen vrede hebben met de andere aangevoerde argumenten : het lijkt niet voorzichtig dit materieel af te schrijven over een termijn die even lang is als de gemiddelde duur onzer geconsolideerde schulden, noch de Duitsche verstrekkingen voor iets anders te bestemmen dan de herstelling der oorlogsschade of de vestiging van bestendig bezit.

Derhalve meent de Commissie te moeten aanbevelen dat men zich zeer gematigd toone in de keus der uitgaven van militairen aard, die men voorstelt van de gewone begrooting af te voeren.

Eveneens wenscht zij dat op de gewone begrooting zouden gebracht wor-

(1) Tekst van de wet van 1846.

den sommige uitgaven voor baggerwerken (art. 37, 1^o, en 54, 2^o en 3^o), waarvan in de bijgaande tabel argeloos wordt gezegd dat het ondernemingen geldt die ieder jaar terugkomen.

Bij wet van 29 April 1928 werd het « Fonds der Grootte Werken » ingesteld onder het wijze en krachtdadige voorzitterschap van Staatsminister Francqui. Het « Technisch en financieel Comité der Grootte Werken » streeft de verbetering en het aanleggen van bevaarbare waterwegen na, met wier beheer het is belast.

Krachtens de begroting voor 1928, werd de Regeering gemachtigd in het Fonds een bedrag te storten van 127 miljoen, in mindering op de globale dotatie van 1,800 miljoen. Een krediet van 250 miljoen is op de begroting voor 1929 (art. 18) voorzien.

De Commissie heeft geoordeeld nadere inlichtingen te moeten vragen aangaande de vermoedelijke aanwending der nieuwe dotatie, en zij had gaarne vernomen waaraan het reeds gestorte voorschot werd besteed (Vraag IV van 1^e Bijlage). In zijn antwoord geeft de Minister van Openbare Werken de verzekering dat de Regeering aan de Kamers rekenschap zal geven van het gebruik der sommen voor 1928 toegekend op het einde van dit dienstjaar.

Het ware wenschelijk dat de Regeering bovendien aanduide, zooals het Departement van Openbare Werken doet voor ondernemingen welke door hetzelfde rechtstreeks worden beheerd, hoever de onderscheiden werken gevorderd zijn, en hoeveel elk werk vermoedelijk zal kosten.

Moest worden erkend dat de globale dotatie van 1,800 miljoen niet zal volstaan, dan zou de Regeering onverwijld bij de Kamers eene herziene raming moeten indienen, opdat de Kamers zouden kunnen besluiten ofwel tot eene inkrimping van het programma, ofwel tot eene verhooging der dotatie.

* * *

Naar het schijnt wordt de uitvoering der grootte werken vertraagd door het gebrek aan ingenieurs bij den dienst van Bruggen en Wegen; en de Minister van Openbare Werken verklaart dat dezelfde oorzaak de vluggere uitbreiding belet van de werken tot verbetering der wegen en der waterlopen, alsmede de oprichting van nieuwe watering.

Spijts de loffelijke bekommerning de kaders der Staatsbesturen te vermindere, zou de Regeering verkeerd handelen met aan personeel te laten mangelen een ambtenarenkorps dat ruimschoots heeft bijgedragen tot 's lands voorspoed door het aanleggen van ons prachtig wegnnet en door de gestadige verbetering van onzen grond. Hoe kostbaar ook de hulp van toevallige medewerkers weze, zou zij niet den arbeid kunnen vervangen van een bestendig bestuur, met eene langdurige ervaring en uit traditie 's lands welvaart genegen.

Men werpt op dat de mededinging der private ondernemingen de aanwerving van uitgelezen technici moeilijk maakt. Ongetwijfeld zijn de administratieve betrekkingen minder aantrekkelijk geworden dan vroeger, des te meer daar de inkrimping der hoogere kaders de kans tot bevordering vermindert.

Het komt er op aan de hoedanigheid en het gezag van het personeel der openbare diensten hoog te houden. Indien het, om aan den Staat zijne beste ambtenaren te behouden en om ze te vervangen, noodig is bijzondere vergoedingen te verleenen aan de technici, die door andere beroepen worden aangelokt, zal het land graag de bijkomende lasten dragen — die, in 't ergste geval, slechts in zeer geringe maat de lasten van de schatplichtigen zullen verhoogen — ten einde dit onontbeerlijk bestanddeel zijner welvaart, namelijk een degelijk bestuur, te behouden.

De ingenieurs van Bruggen en Wegen schijnen minder goed betaald te zijn dan in de overige besturen.

Ingaande op een wensch verleden

jaar door uwe Commissie uitgedrukt, tracht de Regeering de werken te bespoedigen van de gemeenten die hunne watervoorziening of hun riolennet aanleggen of verbeteren; te dien einde verleent zij dit jaar eene grootere schijf der beloofde tegemoetkomingen.

Uit de toelichtende nota bij artikel 13 onzer begrooting scheen te blijken dat de Regeering de verbintenis had aangegaan voor een bedrag van 166 miljoen $\frac{2}{3}$ tusschen beide te komen in de kosten van het nieuw riolennet dat men in de Antwerpsche agglomeratie wil aanleggen. De Commissie heeft geoordeeld dat de goedkeuring van het krediet van 2 miljoen, dat de Regeering voorstelt te verleen « als eerste schijf » te gelden op het aandeel der tusschenkomst van den Staat in de kosten dezer ruime werken, niet de verbintenis kan in zich sluiten later nog 164 miljoen $\frac{2}{3}$ te storten.

De Minister van Binnenlandsche Zaken heeft de Commissie desaangaande gerustgesteld, zooals blijkt uit zijn antwoord op de vraag in Bijlage vermeld.

* *

Een lid der Commissie betreurt dat de buitengewone begrooting voor het jaar 1929 geenerlei krediet voorziet voor de verbetering der vaart Gent-Terneuzen en inzonderheid voor het bouwen der tweede groote sluis te Terneuzen.

De Commissie vestigt hierop de aandacht van den Minister.

* *

De Commissie stelt vast dat de oprichting van een bijzonder Wegenfonds tot nog toe het herstel van ons wegennet niet met den door het land verhoopten spoed heeft doen vooruitgaan.

Blijkens eene mededeeling van den Minister van Openbare Werken, bereikte het bedrag der op 31 December jl. uitbetaalde sommen slechts 18,500,000 frank op het globaal bedrag der voor 1928 toegestane kredieten, die 156,650,000 frank bedragen.

De Commissie doet een beroep op de wilskracht van den Minister opdat de toegestane kredieten spoedig zouden worden aangewend ten einde den ellendigen toestand onzer wegen te verhelpen. De huidige toestand stelt ons land in een slecht licht in de oogen onzer vreemde bezoekers.

* *

Artikel 33 der Begrooting luidt als volgt : « Paleis der Warme Baden, te Oostende. -- Bouwen (eerste schijf van eene totale uitgave geraamd op 5,500,000 frank). — Aangevraagd krediet : 500,000 frank en de toelichtende nota verstrekt dezen uitleg : « ten einde toe te laten een eerste voorschot te betalen op de som van 5,500,000 frank, zijnde de tusschenkomst van den Staat in het bouwen van bedoeld Paleis : uitvoering eener overeenkomst met de stad Oostende ».

De Commissie heeft den Minister van Openbare Werken gevraagd naar welke overeenkomst hij verwijst. Als antwoord heeft zij inzage bekomen van den tekst der overeenkomst dd. 5-12 Augustus 1912, gesloten tusschen den Staat en de Stad Oostende.

Naar luid van deze overeenkomst :

« a) Stellen de verdragsluitende partijen vast dat krachtens artikel 7 der wet van 7 Augustus 1911, de Minister van Landbouw en van Openbare Werken gemachtigd is aan te rekenen op het bedrag voorzien bij post 4 van bijlage V bedoeld bij artikel 4 der aanvullende akte van het naastingsverdrag van den Onafhankelijken Congostaat bij België, houdende oprichting van een bijzonder fonds van 45,500,000 frank;

« 2° Eene som van 5,500,000 frank voor het bouwen van een Paleis der Warme Baden te Oostende;

en b) Zij komen overeen dat :

« ART. 11. — Een Paleis der Warme Baden zal door den Staat te Oostende worden gebouwd op een later te bepalen plaats. »

Naar meening van de Commissie, bewijzen de aangehaalde teksten dat men zich niet kan beroepen op de besproken overeenkomst. In 1912 ging het over een afschrijving op een thans uitgeput fonds met het oog op de oprichting door den Staat van een monument waarvan de bouw op 5,500,000 fr. was geraamd. Heden wordt voorgesteld op 's Rijks middelen een toelage te verleen van 5,500,000 frank als aandeel in een uitgave waarvan het bedrag niet wordt vermeld, voor een werk door de Stad Oostende uit te voeren.

De Senaat zal oordeelen of het past deze toelage te verleen. Hij zal echter wellicht beter willen ingelicht zijn, vooreer het beginsel ervan te onderschrijven door de stemming van het voorgesteld krediet van 500,000 frank.

* *

De Commissie erkent volgaarne de inspanningen van de Regeering om de uitgaven voor uitrusting op billijke wijze over de verschillende gedeelten van het land te verdeelen.

Zij meent evenwel dat de gewesten die 't meest door den oorlog hebben geleden, bijzondere gunsten verdienen en zij wenscht onder meer dat de wederaanlegging van het kanaal van Yper naar den IJzer met meer kracht zou doorgevoerd worden.

Om de beschikbaarheden van de Schatkist geen geweld aan te doen wordt de uitvoering van onaanzienlijke ondernemingen die binnen enkele maanden kunnen voltooid worden, dikwijls over verschillende jaren verdeeld. Dit stelsel levert zichtbaar een groot bezwaar op : de gedeeltelijke werken blijven zonder nut tot de voltooiing van de volle onderneming.

Dit is bijvoorbeeld het geval voor de inrichting van de centrale verwarming in het Paleis der Prinsbisschoppen te Luik. Het krediet van 250,000 frank bij artikel 31 der Begroting voorzien zou maar de uitvoering van het vierde van het werk toelaten. De Commissie stelt voor op de Begroting van dit jaar het

bedrag te brengen van de geheele uitgave, zijnde 1 miljoen (zie vraag VI van de bijlage).

Anderzijds is de Regeering het eens om het krediet bij artikel 147 voorzien te verminderen (aandeel van den Dienst voor Oorlogsschade in de uitgaven van het Hooger Comité van toezicht; zie antwoord op vraag VII).

Geen enkel krediet wordt dit jaar gevraagd voor den aankoop of de geschiktmaking van onze gezantschappen. Het betaamt dat onze vertegenwoordigers in het buitenland over bureelen en ontvangstzalen beschikken die geen afbreuk doen op het aanzien van België. De geachte Minister van Buitenlandsche Zaken heeft te dien opzichte aan uw verslaggever den brief gestuurd als bijlage VIII opgenomen.

Er is ten slotte een werk dat sedert al te lang hangende blijft en wel de voltooiing van den rechtervleugel van het Koninklijk Paleis te Brussel. De kredieten ingeschreven op de begrotingen van 1927 (152.000 frank) en van 1928 (2,500,000 frank) werden niet betaalbaar gesteld. De Commissie wenscht dat zij hernieuwd worden en verhoogd, derwijze dat de werken worden uitgevoerd volgens het plan door de Burgerlijke Lijst aangenomen, binnen een termijn die niet drie jaar zou overschrijden.

* *

Verschillende leden van de Commissie wenschten de overeenkomst te kennen onlangs tusschen den Staat en de Stad Brussel getroffen ten opzichte van de toeëigening van sommige gronden die het Beheer der Domeinen met het oog op de Verbinding had verworven.

De tekst van de Overeenkomst werd ons medegedeeld. Hij verschijnt *in extenso* als bijlage van dit verslag (2^e Bijlage).

In deze overeenkomst staat duidelijk bepaald dat de toelating aan de Stad verleend om de aanlegwerken uit te voeren op bedoelde gronden, namelijk wat betreft nieuwe straten, niet vooruitloopt op de al of niet verwezenlijking

van de Verbinding. Deze werken zullen gedaan worden op kosten van de Stad, en deze zal ze, zoo noodig, ook op eigen kosten moeten sloopen om de Verbindingswerken mogelijk te maken.

De uitgaven veroorzaakt door deze onvaste aanleggingen en, desgevallend, hun afbraak, vallen ten laste van de stadsbegroting. Sommige leden der Commissie vreezen dat de Stad zeer aanzienlijke bedragen zou steken in werken die zouden moeten gesloopt worden om de Verbinding te maken, namelijk in het aanleggen van een gebroken straat op de plaats voor de centrale halte en de spoorlijnen voorzien, en dat het verlies dat alzoo aan de Brusselsche belastingbetalers zou opgelegd zijn, eens een zedelijke hinderpaal zou doen ontstaan voor de verwezenlijking van den wensch van den wetgever.

Verschillende leden meenen zelfs, meening die echter door anderen niet wordt gedeeld, dat indien de Stad de gebroken straat op het plan voorzien aanlegt, de hinderpaal voor den bouw der Verbinding van dien aard zal zijn, dat de uitvoering ervan gevaar loopt.

Om deze gebeurlijkheden te keer te gaan, werden de twee volgende amendementen ingediend :

« 1^o Tabel I. — Buitengewone uitgaven :

» Art. 166 (nieuw). — *Noord-Zuidverbinding*. — Inrichting met het oog op de Verbinding :

» a) Van de Putterij : 12,500,000 frank,

» b) Van de Sint-Elisabethwijk : 12,500,000 frank.

» 2^o Tabel II. — Buitengewone ontvangsten :

» Art. 6bis (nieuw). — *Noord-Zuidverbinding* : Verkoop prijs van vaste goederen, in de Putterij en Sint-Elisabethwijk onteigend : 25,000,000 frank ».

Het tweede amendement heeft voor doel de noodige inkomsten ter beschikking van de Regeering te stellen om de nieuwe voorgestelde uitgaven te dekken,

zonder de algemeene economie der begroting zooals deze werd voorgesteld, te wijzigen. Daartegen werd ingebracht dat de invordering van de besproken schuld niet zou geschieden ten bate van de Schatkist. Inderdaad, de overeenkomst van 7 April 1903, gesloten tusschen den Staat en de Stad — overeenkomst die van kracht gebleven is — omschrijft de voorwaarden waarin de gronden die in de besproken wijken den Staat toebehooren te gelde gemaakt zullen worden en regelt de bestemming van de opbrengst dezer verkooppingen.

Deze opwerping heeft er een andere uitgelokt. De overeenkomst van 1928 heeft op haar beurt die van 1903 gewijzigd, en daar deze laatste door een wet werd bekrachtigd, zal een tusschenkomst van den wetgever noodig zijn om die van 1928 geldig te maken.

Daarbij vond men bezwaar tegen het voorstel der uitgaven omdat geen enkele verduidelijking werd gegeven wat betreft den aard der aanleggingen waaraan de Regeering de 25 millioen te harer beschikking gesteld, zal moeten besteden. De voorstanders van het amendement antwoordden hierop dat het volstond dat de wetgever zijn wil late blijken de wijken die thans het uitzicht van de stad ontsieren voor 1930 behoorlijk te zien aanleggen, dat hij ter beschikking van de Regeering toereikende middelen stelle en voorschrijve dat de werken in niets de uitvoering van de Verbinding mochten in den weg staan.

De Regeering, bij monde van den geachten Minister van Spoorwegen, heeft verklaard dat zij, zonder afbreuk te doen op de besluiten die de Kamers in zake Noord-Zuidverbinding zouden treffen, een amendement indiende waarbij spoedig duidelijke inlichtingen over de kosten en de wijze van uitvoering der werken zouden worden verkregen, toelichtingen welke de Staatsdiensten thans niet bij machte zijn te verstrekken.

« *Tekst van het amendement* : Buitengewone uitgaven; tabel van de diensten en van het voorwerp der uitgaven :

« Art. 166bis (nieuw). — Noord-Zuid-verbinding : Aanbesteding-wedstrijd voor de Verbindingswerken : 5,000,000 frank ».

Verschillende leden meenden dat, tegenover de studie waartoe aldus zou worden overgegaan, de Stad zich waarschijnlijk zou onthouden werken uit te voeren waarvan het lot zou afhangen van de uitslagen dezer studie.

De meeste leden oordeelden echter dat de Stad er met meer zekerheid zou van afzien indien de Staat den last van de aanleggingen zou dragen, overeenkomstig het n^r 1^o van de voormelde amendementen.

Derhalve heeft de Commissie zich

eenparig aangesloten bij het amendement van de Regeering.

Met 8 tegen 6 stemmen stelt zij den Senaat voor de twee overige amendementen goed te keuren.

* *

De behandeling van de begrooting zal gewis de punten ophelderen omtrent dewelke de Commissie gemeend heeft opmerkingen te moeten maken. Met dit voorbehoud, stelt de Commissie met 10 stemmen en 4 onthoudingen, U voor de begrooting door de Regeering voorgelegd aan te nemen.

De Verslaggever, De Voorzitter,
L. BEAUDUIN. CH. MAGNETTE.

Amendements présentés par la Commission.

TABLEAU I. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

ART. 166 (nouveau). — Jonction Nord-Midi.

Aménagement en vue de la Jonction :

a) du quartier de la Putterie, 12,500,000 francs;

b) du quartier Sainte-Elisabeth, 12,500,000 francs.

ART. 166bis (nouveau). — Jonction Nord-Midi :

Adjudication-concours des travaux de la Jonction, 5,000,000 de francs.

TABLEAU II. — RECETTES EXTRAORDINAIRES.

ART. 6bis (nouveau). — Jonction Nord-Midi :

Prix de vente d'immeubles expropriés dans les quartiers de la Putterie et Sainte-Elisabeth, 25,000,000 de francs.

Erratum. — Tableau I : A l'article 33 lire : « 5,500,000 » au lieu de « 5,600,000 ».

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

TABEL I. — BUITENGEWONE UITGAVEN.

ART. 166 (nieuw). — Noord-Zuid-verbinding.

Inrichting met het oog op de Verbinding :

a) van de Putterij, 12,500,000 frank.

b) van de Ste-Elisabethwijk, 12,500,000 frank.

ART. 166bis (nieuw). — Noord-Zuid-verbinding :

Aanbesteding-wedstrijd voor de bindingswerken, 5,000,000 frank.

TABEL II. — BUITENGEWONE ONTVANGSTEN.

ART. 6bis (nieuw). — Noord-Zuid-verbinding :

Verkoopprijs van vaste goederen, in de Putterij en Ste-Elisabethwijk onteigend, 25,000,000 frank.

Erratum. — Tabel I : Bij artikel 33 te lezen : « 5,500,000 » in plaats van « 5,600,000 ».

1° BIJLAGE

**Vragen door de Commissie gesteld met de antwoorden
van de Ministers.**

BIJLAGE I.

VRAAG AAN DEN MINISTER VAN FINANCIËN. — De Commissie voor de Buitengewone Begrooting vindt in de toelichting der vermoedelijke uitgaven bladzijde 71, eene nota waarvan de beteekenis haar ontsnapt. Deze nota luidt als volgt: « Wat de per schijven aangevraagde kredieten betreft, zal het overschot der betaalbaar gestelde uitgaven op het bedrag der vereffeningen worden overgedragen op het volgende dienstjaar, bij toepassing der bepalingen van artikel 30 der wet van 15 Mei 1846 op de boekhouding van den Staat ».

Beteekent deze nota dat eene vóór 31 December 1929 betaalbaar gestelde uitgave zal kunnen worden vereffend na 31 October 1930? Zou, in dit geval, deze bepaling niet moeten voorkomen in de begrootingswet? Ofwel, heeft deze nota ten doel de op 31 December niet aangewende kredieten ter beschikking van de Regeering te laten? In dit geval zou *à fortiori* eene wet hiertoe toelating moeten verleen.

Desaangaande drukt de Commissie den wensch uit dat de op 31 December betaalbaar gestelde uitgaven haar na 31 December ten spoedigste zouden worden bekendgemaakt, opdat zij beter zou kunnen oordeelen over de gegevens vervat in de tabellen verschenen in de bijlage der buitengewone begrooting voor 1929. (Stuk n° 5—XVI.)

Tevens verlangt de Commissie te weten welke kredieten of gedeelten van kredieten, die vroeger dan de kredieten voor 1928 werden gestemd, vervallen zijn.

ANTWOORD. — Dit artikel heeft alleen voor doel te doen uitschijnen dat de Ministers; mits te vervullen formaliteiten, na de afsluiting van het dienstjaar kunnen beschikken over het overschot dat overblijft van de gestemde schijven voor betaalbaar gestelde uitgaven. Deze overdrachten geschieden van rechtswege krachtens artikel 30 der wet op de rekenplichtigheid en de besproken nota moet alleen aanzien worden als een fingerwijzing voor de betrokken diensten.

Wat den toestand betreft van de betaalbaar gestelde uitgaven op 31 December, hiervan is het nut niet duidelijk, aangezien de buitengewone zooals de gewone begrooting in beginsel vóór dien datum moeten gestemd zijn.

Voor het geval dat deze wettelijke verplichting niet zou nageleefd zijn, is de Regeering ten volle bereid bedoelde inlichtingen te geven indien de Commissie het wenscht.

BIJLAGE II.

VRAAG AAN DEN MINISTER VAN LANDBOUW EN OPENBARE WERKEN. — Een antwoord van den geachten Minister van Financiën, op een vraag van de Commissie belast met het onderzoek der Begrooting van de Buitengewone Uitgaven, bevestigt dat de Regeering de kredieten tot haar beschikking gesteld voor het dienstjaar 1928, slechts wil aanwenden in zoverre de uitgaven werkelijk betaalbaar waren gesteld op 31 December 1928. Het overschot van

deze kredieten kan niet benuttigd worden, zoodat de sommen, bestemd of bestembaar voor de onderscheiden werken, niet het totaal omvatten der kredieten gestemd voor de dienstjaren 1928 en voorgaande, verhoogd met de kredieten voor 1929 te stemmen, doch alleen het totaal der vóór 31 December 1928 betaalbaar gestelde sommen, verhoogd met de kredieten voor 1929.

De geachte Minister van Financiën voegt er bij dat de Regeering bereid is den toestand bekend te maken van de op 31 December 1928 betaalbaar gestelde uitgaven, indien de Commissie het wenscht.

De Commissie meent dat de ophelderingen bij de artikelen 18 tot 80 van de bijlage-nota van de Begrooting der buitengewone ontvangsten en uitgaven voor het dienstjaar 1929 (Gedr. Stukk., Senaat, n^o 5-XVI, blz. 110 tot 132) veel doeltreffender waren indien zij volgenderwijze waren aangevuld:

a) Door de vermelding naast het bedrag der voor 1928 gestemde kredieten van de uitgegeven of betaalbaar gestelde uitgaven aan te rekenen op de kredieten op 31 December 1928;

b) Door de inschrijving naast het bedrag der vroegere kredieten van de uitgegeven sommen aan te rekenen op deze kredieten.

De Commissie wenscht deze inlichtingen, althans benaderend, bij hoogdringendheid te ontvangen.

ANTWOORD. — Ik heb de eer U een exemplaar te doen toekomen van de Begrooting van de buitengewone ontvangsten en uitgaven voor 1929, aangevuld met de ophelderingen in uw brief van 28 December j.l. gevraagd.

Deze inlichtingen konden U niet vroeger toegestuurd worden, daar men moest wachten totdat al de verbintenissen tot en met 31 December 1928 aangegaan, in de boekhouding waren opgenomen, verrijking waarvoor de voorgeschreven termijn slecht op 10 Januari 1929 verviel.

Anderzijds valt op te merken dat

betreffende de artikelen 18 en 19 (voorschotten te storten op het fonds der groote werken en op het bijzonder wegfonds), de toegekende kredieten, voluit worden gestort in de bedoelde bijzondere fondsen en volledig benuttigd zijn, welk het dienstjaar weze waarop deze uitgaven worden aangerekend.

Bovendien zijn de kredieten, bestemd voor de uitvoering van sommige groote ondernemingen, en die bij achtereenvolgende schijven worden verleend, volledig betaalbaar gesteld. Indien zij niet volledig werden benuttigd vóór de afsluiting van het dienstjaar waartoe zij behooren, wordt het beschikbaar overschot overgedragen op het volgend dienstjaar, bij toepassing van artikel 30 der wet van 15 Mei 1846 op de rekenplichtigheid van den Staat.

BIJLAGE III.

VRAAG AAN DEN MINISTER VAN FINANCIËN. — In de algemeene toelichting van de begrooting, wijst de Minister van Financiën er op dat er, ten einde de saneering der begrooting te voltooien, werd overgegaan tot verscheidene overdrachten van de buitengewone naar de gewone begrooting. Met voldoening stelt de Commissie vast dat de Regeering zich heeft aangesloten bij het beginsel dezer overdrachten, op de noodzakelijkheid derwelke zij sedert verscheidene jaren heeft geoordeeld te moeten aandringen. Uit het onderzoek der buitengewone begrooting blijkt dat dezelve werd ontlast op de gewone begrooting door de uitschakeling der kredieten voor onderhoud van gebouwen en voor hernieuwing van mobiliair en materieel.

De Commissie stelt vast dat er op de buitengewone begrooting nog belangrijke kredieten worden voorzien voor militaire uitgaven die geenszins schijnen overeen te stemmen met eene evenredige verrijking van 's lands bezit. Dusdanig zijn de aanvulling van de draagbare bewapening en van den munitievoorraad (art. 111 en 112), de antigasmaskers (art. 110), het luchtvaartmaterieel (arti-

**gedeelte van de ontvangsten die van de
Duitsche stortingen moeten voortkomen.**

BIJLAGE IV.

VRAAG.— *Art. 18.— Groote Werken.* — Het krediet van 250 miljoen, ter beschikking te stellen van het Fonds der Groote Werken, bereikt het maximum van de bij de wet van 24 April 1928 voor deze uitvoering bij voorraad toegerekende som. De Algemeene Toelichting van de Begrooting zegt dat deze som volledig zal uitgegeven worden en somt de werken op waaraan zij zal worden besteed.

Zou de geachte Minister van Openbare Werken niet de indeeling willen opgeven van de verschillende werken van de op 250,000,000 frank geraamde uitgave, zooals hij het gedaan heeft voor de artikelen 42 tot 45 der voorgaande Begrooting, wat betreft het voorschot van 127,000,000 frank gestort voor het dienstjaar 1928.

Op welk oogenblik denkt de Regeering rekenschap te geven van het gebruik van het voorschot toegestaan voor 1928, overeenkomstig artikel 8 der wet van 24 April 1928. Ware het niet mogelijk deze opgave te voegen bij het verslag van de Senaatscommissie voor de Buitengewone Begrooting voor 1929.

ANTWOORD. — De gevraagde verdeeling is de volgende :

	1928	1929
	—	—
Samber	8.5 miljoen	17 miljoen.
Vaart van Charleroi	46 —	85 —
Rechtstreeksch kanaal: a) richting Luik	3 —	35 —
b) richting Antwerpen.	4 —	11 —
Maas en Ourthe.	45.5 —	67 —
Verbetering van de vaart Luik-Maestricht, de vaart Maestricht-'s Hertogenbosch, het ver- bindingskanaal Maas-Schelde, de vertakkingen naar Beverloo, naar Hasselt en naar Turnhout en van het kanaal van Turnhout naar Antwerpen.	20 —	25 —
Toelagen aan de belendende gemeenten van de Maas stroomopwaarts van Luik voor de bescher- mingswerken tegen de overstromingen met inbegrip der diepgangverbeteringen	»	10 —
	127 miljoen	250 miljoen.

Deze verdeling wordt, het hoeft haast niet gezegd, slechts ter aanwijzing gegeven; de aangehaalde sommen zijn dus niet beperkend.

Het moet bovendien wel verstaan zijn dat de kosten van al de werken die zullen uitgevoerd worden aan de bevaarbare waterwegen, op het programma der groote werken vermeld, aangerekend zullen worden op het bijzonder Fonds, alleen bij uitzondering van deze werken waarvoor bepaalde artikelen worden voorzien in de tabel der wet op de Buitengewone Begrooting. (Rubriek C.)

De Regeering zal aan de Kamers rekening geven van het gebruik van het bijzonder Fonds voor 1928, bij het einde van bedoeld dienstjaar gestemd.

Daar het « Fonds » slechts is kunnen in werking treden na de uitvaardiging, in Mei 1928, der wet waarbij het werd ingesteld, lijkt het voorbarig thans rekening te geven van het gebruik van het voorschot voor 1928 toegestaan. Doch voor de volgende jaren zal de mogelijkheid onderzocht worden het verslag bij het begrotingsontwerp te voegen.

BIJLAGE V.

VRAAG. — *Art. 13.* — Het krediet van 2 miljoen frank, voorzien bij artikel 13 als eerste schijf van de tusschenkomst van den Staat in de kosten voor het aanleggen van het algemeen riolennet der Antwerpsche agglomeratie, sluit in zich principieele goedkeuring van eene op 166 miljoen geraamde uitgave.

De nota tot wettiging van dit krediet zegt dat de Staat heeft beloofd voor één derde tusschenbeide te komen in de kosten dezer werken, welke op 500 miljoen worden geraamd. De Commissie verzoekt den Minister van Binnenlandse Zaken en Volksgezondheid haar den tekst mede te deelen van de overeenkomst waardoor de Staat deze verbintenissen zou hebben aangegaan. Het ware haar aangenaam te weten om welke redenen hij oordeelt dat deze

overeenkomst niet door eene wet moet worden goedgekeurd ?

ANTWOORD. — Het feit dat een krediet van 2 miljoen frank wordt voorzien als eerste schijf van de tusschenkomst van den Staat in de kosten voor het aanleggen van het algemeen riolennet der Antwerpsche agglomeratie, sluit volstrekt de goedkeuring niet in van eene uitgave gelijk aan het derde deel van de gezamenlijke kosten der te ondernemen werken.

De Staat heeft geene overeenkomst gesloten, hetzij met de betrokken openbare overheid noch met het organisme dat gelast is dit uitgebreid riolennet aan te leggen en te exploiteeren.

In overeenstemming met den Minister van Financiën, heeft mijn Departement het voorbehoud gemaakt dat in dit geval noodig was, en heeft het bepaald dat tot de geldelijke tusschenkomst van den Staat voor deze werken slechts afzonderlijk kon besloten worden voor ieder gedeeltelijk ontwerp en dat het beloop van de tusschenkomst voor iedere begrooting zou vastgesteld worden vóór zij ingediend wordt.

BIJLAGE VI.

VRAAG. — *Art. 30.* — Bij dit artikel wordt een krediet voorzien van 250,000 frank, hetzij het vierde van de totale uitgave, met het oog op de inrichting van centrale verwarming in het Paleis der Prinsbisschoppen te Luik. De toelichtende nota zegt dat dit werk trapsgewijs in vier maal kan gedaan worden.

De Commissie wenscht te vernemen waarom deze werken vier jaar zullen duren.

ANTWOORD. — De uitvoering van de werken werd trapsgewijs over vier jaar voorzien, om de Begrooting niet te zeer te overlasten, wegens de verminderingen door het Departement van Financiën gevraagd.

Niets zou beletten de volledige in-

richting in een jaar te voltooien zoo de wetgeving een krediet van een millioen toestond.

BIJLAGE VII.

VRAAG. — Art. 147, bl. 92. — De Commissie voor de Buitengewone Begrooting vindt het zonderling dat er eene uitgave van 500,000 frank wordt voorzien, als aandeel van den Dienst voor vereffening der oorlogsschade, in de uitgaven van het Hooger Comité van Toezicht, alswanneer de Begrooting voor 1928 slechts eene uitgave voorzag van :

187,470 frank bij artikel 171,
27,000 frank bij artikel 32.

Totaal : 214,470 frank voor de huidige diensten van den Dienst voor Oorlogsschade en den Dienst der Verwoeste Gewesten. Hoe legt men deze verhooging uit ?

Welk is het aantal en de omvang der zaken, waarin het Comité van Toezicht moest optreden op verzoek dezer diensten gedurende de eerste tien maanden van het dienstjaar 1928?

ANTWOORD. — Deze verhooging spruit gedeeltelijk voort uit de vermeerdering der uitgaven van den Vereffeningdienst en gedeeltelijk ook was zij bestemd voor sommige aanmoedigingspremiën voor ontdekking van bedrog, waarvan het principieel werd voorzien in het Begrootingsontwerp, waar het niet werd gehandhaafd.

De uitgave die daaruit zou voortvloeien werd begrepen in het krediet, doch de aanpassing van dit krediet kon niet plaats hebben, daar het drukwerk der begrootingsstukken te ver gevorderd was. Derhalve is dit gedeelte van het krediet zonder gebruik gebleven.

Nota. — Uit de inlichtingen door het Hooger Comité van Toezicht bezorgd, blijkt dat, gedurende de eerste tien maanden van het jaar, dit organisme

169 zaken heeft behandeld voor het Departement van Financiën, waarvan 127 hebben aanleiding gegeven tot een of meer verslagen.

Op het totaal werden 16 zaken onderzocht, op verzoek van het Departement zelf.

Buiten den zeer merkbaaren preventieven invloed van de werking van het Hooger Comité van Toezicht, zal zijn bedrijvigheid, wat betreft de zaken van het Departement van Financiën, na de sluiting der loopende onderzoeken voor het jaar 1928, een invordering van ongeveer 6 millioen mogelijk maken.

Het Comité werd bovendien sedert den aanvang van het jaar geroepen advies uit te brengen over 10 geschillen die den vroegeren Dienst der Verwoeste Gewesten aanbelangden. Andere zeer omvangrijke geschillen die hetzelfde bestuur aanbelangen werden tijdens denzelfden tijd onderzocht en zullen waarschijnlijk eerlang een oplossing krijgen. Ten slotte werden in den loop der eerste tien maanden van 1928 bij het Comité acht nieuwe geschillen aanhangig gemaakt.

BIJLAGE VIII.

VRAAG. — De Commissie verwondert er zich over dat dit jaar geen krediet wordt gevraagd voor het optrekken en inrichten van gebouwen voor onze gezantschappen en legaties.

Deelt de Minister van Buitenlandsche Zaken de meening van de Commissie dat de noodige opofferingen dienen gebracht om het aanzien van België hoog te houden, en dat er geschikte woningen en bureelen ter beschikking van onze diplomatische agenten moeten gesteld worden?

Om welke redenen is er geene uitgave voorzien ten bate van het gezantschap te Londen, dat over gebouwen beschikt die, zooals algemeen bekend is, ontoereikend zijn?

ANTWOORD. — In antwoord op uw schrijven van 22 November, meld ik U

dat ik volkomen de meening deel van de Senaatcommissie die gelast is de begrooting der buitengewone ontvangsten en uitgaven te onderzoeken, wat betreft den aankoop in den vreemde van gebouwen voor onze Legaties en Gezantschappen. Niet alleen zou België daardoor in aanzien stijgen, zooals gij zeer terecht doet opmerken, maar ook andere groote voordeelen zouden er mee gepaard gaan doordat de dienst zou vergemakkelijkt zijn, en ook onder geldelijk opzicht zouden besparingen gedaan worden wat verhuis- en inrichtingskosten aangaat.

Mijn Departement heeft die beschouwingen niet uit het oog verloren, en reeds vóór den oorlog heeft het enkele gebouwen in gunstige voorwaarden kunnen aankopen voor onze Legaties. Deze gedragslijn werd in 1920-1921 opnieuw gevolgd, toen de waardevermindering van de valuta in sommige landen den aankoop mogelijk maakte, tegen betrekkelijk kleinen prijs, van heerenwoningen te Belgrade, te Budapest, te Rome en te Hamburg. Gebruik makende van andere omstandigheden, werd ook eene woning aangekocht te Washington en eene te Dakar. De financieële moeilijkheden waarin wij ons sedert dien bevonden hebben, hebben ons genoopt op te houden eigendommen in den vreemde te koopen. Maar vanaf einde 1927 heeft de Minister van Financiën den aankoop toegelaten van het Gezantschapsgebouw in Den Haag (kanselarij) te Athene, te Boekarest, te Londen en te Cairo. Hiervoor zullen bijgevoegde kredieten gevraagd worden.

Het komt me moeilijk voor jaarlijks eene vaste som voor dit uit te trekken op de buitengewone begrooting van mijn Departement, omdat het niet mogelijk is de voordeelige koopen te voorzien die zich in deze of gene hoofdstad kunnen voordoen. Doet een voordeelige koop zich voor, dan moet daar onmiddellijk gebruik van gemaakt worden, zonder de belangen van de Staatskas te verwaarloozen.

Mijn collega van Financiën en ik zelf, zijn voornemens de gedragslijn te volgen die we ons hebben voorgenomen, en het is mij bijzonder aangenaam te zien dat wij aldus gevolg geven aan de wenschen van de Senaatscommissie.

BIJLAGE IX.

VRAAG. — Sommige leden wenschen de overeenkomst te kennen onlangs getroffen tusschen de Regeering en de Stad Brussel in zake de Noord-Zuidverbinding alsmede inzage te nemen van de plans betreffende de gebeurlijke uitvoering dezer overeenkomsten.

ANTWOORD. — Als gevolg aan de mededeeling door U tot den Minister van Spoorwegen gericht, heb ik de eer U een afschrift te doen geworden van de Overeenkomst van 31 October 1928 met de daarbij gevoegde plans, welke overeenkomst werd gesloten tusschen den Staat en de stad Brussel tot voorloopige inrichting van de gronden der Noord-Zuidverbinding in de wijken der Putterij en der Pachecostraat.

(Zie 2^{de} Bijlage van dit verslag.)

VRAAG. — *Art. 33. — Paleis der Warme Baden, te Oostende.* — De Commissie verzoekt den Minister van Openbare Werken haar de Overeenkomst te willen mededeelen gesloten met de stad Oostende voor de oprichting van een Paleis voor Warme Baden.

ANTWOORD. — De overeenkomst tusschen den Staat en de stad Oostende gesloten voor het bouwen van het Paleis der Warme Baden heeft tot heden geen wijziging ondergaan.

De Staat heeft zich verbonden voor den bouw van het Paleis der Warme Baden tot een bedrag van 5,500,000 fr.

Het is eene drukfout zoo in artikel 33 van de Buitengewone Begrooting de som op 5,600,000 frank is gebracht. Deze toelage zal enkel aan de stad kunnen

verleend worden indien het krediet dat daarvoor op de Begrooting voorzien is, door de Kamers wordt goedgekeurd.

De tekst van de Overeenkomst van 5 Augustus 1912 werd aan de Commissie medegedeeld (zie Verslag, bl. 5).

VRAAG. — De Commissie stelt vast dat, onder de departementen die voor 1929 kredieten aanvragen, dit van Landbouw door zijne afwezigheid uitblijkt. Nochtans zijn de bijdragen van den Staat, voor de verbetering der hulpmiddelen van den landbouw, ten zeerste productief en uit dien hoofde verdienen zij eene plaats op de Begrooting.

In zijne redevoering van 3 April jl., in den Senaat, was de Minister er in beginsel op ingegaan op de Buitengewone Begrooting kredieten uit te trekken voor het aanleggen van nieuwe wateringen. Welnu, verscheidene wateringen hebben sedert jaren haren arbeid moeten stopzetten, bij gebrek aan toelagen. De Minister gelieve ons de redenen te doen kennen om dewelke er op de Begrooting voor 1929 geen dusdanig krediet voorkomt, of beter nog die leemte aan te vullen door eene bijkomende kredietaanvraag.

ANTWOORD. — Sedert den oorlog komt op de Buitengewone Begrooting geen enkel krediet voor tot verbetering der wegen en waterwegen zomin als voor de wateringen. Ik ben niet op de hoogte van werken tot geschiktmaking van wateringen die wegens gebrek aan kredieten zouden stilliggen.

Gemis van personeel houdt de bespoediging van de verbeteringswerken tegen. Het is niet mogelijk het personeel in te krimpen en tevens meer ontwerpen uit te voeren.

Mijn Departement kent dezelfde toelagen toe aan de wateringen welke zich tot stellers van plans wenden, die niet tot het Beheer behoren, als aan die welke rechtstreeks in betrekking komen met den Waterdienst voor den landbouw.

VRAAG. — De Commissie verlangt te weten of geen enkel krediet wordt voorzien in de Begrooting met het oog op de verbreding van de brug van Tilff (Luik) ter gelegenheid van de Internationale Tentoonstelling van 1920.

ANTWOORD. — De som van 3,050,000 frank bij artikel 30, 3^o, provincie Luik, bevat een krediet voor het heropbouwen en verbreden der brug over de Ourthe, te Tilff.

VRAAG. — De Commissie zou de ontwerpen willen kennen, in zake de in de richting van de Moerdijk te graven vaart, opgemaakt door de Commissie vroeger benoemd door Baron Ruzette, toen hij Minister van Openbare Werken was.

ANTWOORD. — De Commissie belast met het onderzoek van het vraagstuk van het kanaal Antwerpen-Luik, of althans van het kanaal Antwerpen-Rijn — Commissie ingesteld door Minister Baron Ruzette — bepaalde zich bij het onderzoek van het beginsel van het graven van een kanaal Antwerpen-Moerdijk en kreeg slechts schematische plans ter inzage met een kaart op kleine schaal. Geen enkel omstandig ontwerp werd opgemaakt.

VRAAG. — In de tabel meegedeeld door den geachten Minister aan de Commissie voor de Begrooting voor 1928, was de globale uitgave voor het bouwen van de visschershaven te Costende (art. 73, 1^o, van de Begrooting zooals zij bij de Kamer werd ingediend), geraamd op 78,000,000 frank.

Om welke reden wordt deze raming thans op 70,500,000 frank teruggebracht?

ANTWOORD. — In de Buitengewone Begrooting voor 1928 was in de globale uitgave voor het bouwen van de visschershaven te Oostende, geraamd op 78,000,000 frank, ook begrepen het bouwen van de nieuwe vischmijn. Op

verzoek van het Departement van Financiën werd een afzonderlijke rekening gevraagd voor de vischmijn, bijgevolg zou de raming van 78,000,000 frank op 60,000,000 frank moeten teruggebracht worden. Bij dit laatste bedrag dus moet de som van 70,500,000 frank vergeleken worden die in de begrooting voor 1929 ingeschreven staat. De verhooging van 10,500,000 frank werd voorzien met het oog op de stijging van den prijs der bouwmaterialen en de arbeidsloonen, die nog meer zullen verhoogden.

VRAAG. — Art. 51. — *Nethe*. — De verbeteringswerken voor de beneden Nethe bij het doorloopen van Duffel, en de heropbouw van de brug aan den provincialen weg worden op 3,000,000 frank geraamd.

Volgens de tabel die bezorgd werd aan de Commissie van de Begrooting voor 1928, werd hetzelfde werk op 2,000,000 frank geraamd en de oorspronkelijke raming bedraagt 1 miljoen. Het verschil van 1 miljoen op 2 miljoen is te verklaren door de wijziging in de koopkracht onzer munt, doch hoe komt het dat de raming nog met de helft is gestegen binnen enkele maanden?

Evenzoo gaat de raming voor het bouwen van de brug van Waelhem en de verbetering van den toegang tot deze brug plots over van 5 op 8 miljoen en de wederoprichting van de brug bij de Leuvensche poort te Lier springt van 2 op 3 miljoen.

Hoe worden deze wijzigingen verklaard?

Het dient opgemerkt dat voor de brug te Lier, de Senaat pas het beginsel van het werk heeft gestemd, met een eerste schijf toe te kennen op grond van een raming, waarvan de ontoereikendheid had moeten blijken vanaf het oogenblik dat het krediet moest aangevraagd worden.

ANTWOORD. — De uitgave van den Staat voor de uitvoering der verbeteringswerken aan de beneden Nethe bij

het doorloopen van Duffel, en voor den heropbouw van de brug aan den provincialen weg was half 1926 op 1,200,000 frank geraamd, toen het ontwerp van begrooting voor 1927 werd opgemaakt. Rekening houdende met de vermindering van de koopkracht onzer munt, werd deze som op 2,000,000 frank gebracht toen het ontwerp van Begrooting voor 1928 werd opgemaakt (half 1927). Sindsdien is de levensstandaard voortdurend gestegen evenals de prijs der bouwmaterialen. Hoogst waarschijnlijk zullen er verdere verhoogingen zijn tusschen nu en den dag der aanbesteding; om in de vroegere en nog komende stijging te voorzien, werd de raming op 3,000,000 frank gebracht.

Voor wat de brug van Waelhem betreft, werd een eerste krediet aangevraagd in een amendement in den loop van Maart 1927. Toen bedroeg de raming 5 miljoen. Zij werd op die som behouden toen het ontwerp van Begrooting voor 1928 werd opgemaakt. In Juli 1928 werd overgegaan tot de aanbesteding van het eerste gedeelte der werken, waaronder begrepen was het metselwerk van de nieuwe brug, de hellende toegangswegen tot de brug, en de verbeteringswerken aan de rivier. De laagste inschrijving beliep tot 5,250,000 frank. Met het oog op dezen uitslag, werd het noodig geoordeeld de totale raming op 8 miljoen te brengen, ten einde rekening te houden met wat het maken van het brugvlak zou kosten en de electro-mechanische bewerktuiging van het ophaalvlak.

De raming voor de brug bij de Leuvensche Poort te Lier die 2 miljoen frank bedroeg toen in 1927 het ontwerp van Begrooting voor 1928 werd opgemaakt, moest op 3 miljoen frank gebracht worden om dezelfde redenen die hierboven aangegeven zijn voor de brug van Duffel (Waelhem).

VRAAG — De Commissie voor de Buitengewone Begrooting verzoekt den Minister van Financiën haar mede te deelen

om welke redenen de delging der voorschotten, aan de Kolonie toegestaan en door haar terugbetaald per annuïteiten, geboekt staat als ontvangst op de Buitengewone Begroting (art. 3 der ontvangsten), terwijl de delging der voorschotten aan Ruanda-Urundi, op dezelfde wijze terugbetaalbaar, voorkomt als ontvangst op de Gewone Begroting (art. 93 van 's Lands Middelen).

ANTWOORD. — De voorschotten door den Staat aan Ruanda-Urundi worden toegestaan bij wijze van kredieten op de Buitengewone Begroting ingeschreven, waarvan de uitgaven in beginsel door de leening worden gedekt.

Uit hoofde van deze leningen is de Gewone Begroting belast met de daarbij hoorende interesten en aflossingen.

Derhalve is het gansch aangewezen de terugbetaling van dezen last als ont angst te brengen op de Gewone Begroting.

Wat de voorschotten aan de Kolonie betreft, de terugbetaling derzelve wordt geregeld door de wet van 6 Maart 1925 waarvan artikel 2 bepaalt dat : « De Regeering er toe gemachtigd is een deel van de onder artikel 1 bedoelde leening of leningen, ten beloope van een kapitaal van ten hoogste 25 miljoen dollar, aan de Kolonie van Belgisch Congo over te dragen.

« Eene overeenkomst tusschen den Minister van Financiën en den Minister van Koloniën zal de voorwaarden regelen van de verrichting en den last bepalen welke op Belgisch Congo zal berusten ingevolge het hem toegekend deel. Eene daarmee overeenstemmende ontvangst zal, voor den interest, op de Begroting van 's Lands Middelen, en voor de terugbetalingen in kapitaal, op de Buitengewone Begroting gebracht worden.

VRAAG. — De Commissie verzoekt de Ministers van Openbare Werken en van Financiën haar de overeenkomst te

willen meedeelen van den Staat met het Bijzonder Fonds, in uitvoering van de bepalingen van artikel 5, lid 2, der wet van 24 April 1928.

ANTWOORD. — Hierbij een afschrift van bedoelde overeenkomst.

OVEREENKOMST.

Om ter beschikking van het Tijdelijk en Bijzonder Fonds der Groote Werken de noodige middelen te stellen tot ononderbroken voortzetting van het programma der werken waarvan de uitvoering aan hetzelfde bij de wet van 24 April 1928 werd toevertrouwd.

Tusschen den Belgischen Staat, vertegenwoordigd door den heer Henri Jaspar, Eerste Minister, Minister van Koloniën; Baron Houtart, Minister van Financiën, en den heer Baels, Minister van Landbouw en Minister van Openbare Werken, eenerzijds;

En het Bijzonder en Tijdelijk Fonds der Groote Werken, vertegenwoordigd door zijn algemeen bestuurder, den heer Delmer, Algemeen Secretaris van het Ministerie van Openbare Werken anderzijds;

Wordt overeengekomen wat volgt :

ARTIKEL ÉÉN. — Elk jaar stort de Schatkist aan het Bijzonder en Tijdelijk Fonds der Groote Werken, het bedrag van het jaarlijksch voorschot voorzien bij artikel 5 der wet van 24 April 1928, rekening gehouden met de sommen die het Fonds ten goede komen krachtens het volgende artikel.

ART. 2. — De opbrengst van den verkoop van eenig goed dat zonder bestemming is en dat werd onteigend of aangeworven met het oog op de uitvoering van het programma der Groote Werken, wordt door het Fonds ingehouden voor de vervulling van zijne opdracht.

ART. 3. — Het bedrag der kredieten voorzien bij artikel 1 wordt overgedragen naar een bijzonder artikel van de Begrooting voor Order, door achter-eenvolgende voorschotten, waarvan het laatste vóór 31 December moet worden gestort.

In duplo opgemaakt te Brussel, op 31 Juli 1928.

Voor het Bijzonder en tijdelijk
Fonds der Groote Werken :

De Algemeene Bestuurder,
(G.) DELMER.

Voor den Belgischen Staat :

De Eerste Minister,
Minister van Koloniën,
(G.) HENRI JASPAR.

De Minister van Financiën,
(G.) HOUTART.

De Minister van Landbouw,
en de Minister van Openbare Werken,
(G.) BAELS.

*
* *

VRAAG AAN DEN MINISTER VAN LANDS-
VERDEDIGING. — De Commissie vindt het vreemd dat er in de tabel, gevoegd bij de Begrooting der buitengewone ontvangsten en uitgaven voor 1929 (stuk n^o 5, XVI) voor een groot aantal artikelen onder de hoofding « Vermoedelijk bedrag der uitgave », de melding « onbepaald » voorkomt.

Zij oordeelt dat er voor de meeste gevallen, althans voor de diensten van

het Departement van Landsverdediging, ramingen zouden dienen verstrekt zooals het geval is voor de diensten van het Departement van Openbare Werken.

Het lijkt niet steekhoudend zich te beroepen op de onbestendigheid van den prijs van materialen en werkkrachten, zooals gedaan wordt bij artikel 121; en het gaat evenmin op te verklaren dat de kosten van een werk thans niet kunnen worden geraamd, alswanneer dit in 1921 mogelijk was, omdat de waarde onzer munt sedertdien schommelingen heeft ondergaan.

De Commissie verzoekt den Minister ramingen te willen verstrekken betreffende de werken, waarvan de kosten in hoogerbedoeld stuk als onbepaald worden aangegeven.

ANTWOORD. — Hierbij eene tabel waarbij wordt aangegeven het vermoedelijk globaal bedrag der uitgaven voorzien bij de artikelen 84, 85, 93, 94, 95, 96, 97, 100, 104, 105, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 117 en 121.

Deze globale uitgaven werden bepaald volgens algemeene programma's van werken of aankopen.

In talrijke gevallen konden de bedragen slechts zeer onnauwkeurig worden bepaald. De volledige uitvoering van talrijke werken is slechts voorzien binnen een te ver afgelegen tijdperk opdat het nuttig weze van stonden aan te doen overgaan tot omstandige studies of tot ramingen die allen waarborg bieden.

De cijfers, aangegeven in de laatste kolommen van bijgaande tabel en berekend volgens de huidige prijzen der werkkrachten en der materialen, worden dus gegeven onder alle voorbehoud.

Ramingen betreffende sommige werken voor rekening van de Begrooting der buitengewone ontvangsten en uitgaven. (Aanvulling van de tabel gevoegd bij het ontwerp van buitengewone Begrooting voor 1929, stuk n^o 5-XVI.)

Artikelen	Op 1 October 1928 betaalbaar gestelde uitgaven.	Van 1 October tot 31 December 1928 betaalbaar gestelde uitgaven.	Vermoedelijk bedrag van de uitgaven vanaf 1 Januari 1929.	Vermoedelijk totaal bedrag der uitgave (ronde cijfers).
-----------	---	--	---	---

TECHNISCHE DIENST DER GENIE.

84	20,097,185 05	589,863 38	42,000,000 »	62,700,000 »
85	1,092,206 65	93,015 60	1,200,000 »	2,400,000 »
93	2,615,827 38	339,220 80	31,000,000 »	34,000,000 »
94	893,572 15	32,111 60	1,308,000 »	2,240,000 »
95	12,290,134 16	2,000,695 50	63,140,000 »	77,500,000 »
96	655,271 74	24,905 75	528,000 »	1,210,000 »
97	250,000 »	—	7,500,000 »	7,750,000 »
100	—	—	427,000 »	427,000 »
104	—	—	400,000 »	400,000 »
105	—	—	750,000 »	750,000 »

DIENST DER ARTILLERIE-INRICHTINGEN EN TECHNISCHE DIENSTEN DER ARTILLERIE.

108	29,333,581 55	267,722 99	50,000,000 »	79,600,000 »
109	43,648,715 12	3,778,432 37	175,000,000 »	222,500,000 »
110	47,638,595 80	5,947,985 56	90,000,000 »	143,600,000 »
111	26,319,409 06	1,327,623 95	90,000,000 »	117,700,000 »
112	125,979,908 74	4,310,553 70	120,000,000 »	250,300,000 »
113	2,761,462 50	928,177 »	25,000,000 »	28,700,000 »
114	407,443 42	827,565 30	1,280,000 » (voor 1929 en 1930)	2,520,000 »
115	119,685 »	179,759 96	300,000 » (1) (voor 1929 alleen).	(1) Het is niet mogelijk het vermoedelijk totaal bedrag der uitgave te geven, omdat de kredieten voor 1930 en later aan te vragen, rechtstreeks zullen afhangen van de in 1929 bekomen uitslagen.
117	—	—	300,000 »	300,000 »

MILITAIRE LUCHTVAART.

121	29,655,207 65	1,999,000 »	41,520,000 » (voor de jaren 1929-30-31 en 32).	73,200,000 »
-----	---------------	-------------	--	--------------

N. B. — Dit antwoord kwam pas binnen na indiening van het verslag.

2^{de} BIJLAGE

Voorloopige inrichting van de gronden der Noord-Zuidverbinding

IN DE

WIJKEN DER PUTTERIJ EN DER PACHECOSTRAAT

Overeenkomst tusschen den Belgischen Staat en de Stad Brussel op 31 October 1928

De heer Jaspar, Eerste Minister, Minister van Koloniën; Baron Houtart, Minister van Financiën; de heer Baels, Minister van Landbouw en Minister van Openbare Werken, en de heer Lippen, Minister van Spoorwegen, Zee- en Luchtvaart, handelende uit naam van den Belgischen Staat, zonder eenige nadeelige erkenning, onder meer betreffende de eischen van de stad Brussel, waarover later wordt gehandeld;

En het College van Burgemeester en Schepenen der Stad Brussel, alhier vertegenwoordigd door den heer Max, Burgemeester, en den heer Brees, Gemeentesecretaris, handelende uit naam der Stad Brussel, onder uitdrukkelijk voorbehoud der eischen door haar ingesteld bij de rechtbanken bij exploit van 21 Maart 1925, alsook onder voorbehoud van goedkeuring door den Gemeenteraad en door de hogere overheid,

Hebben wat volgt betoogd en zijn het daarover eens geworden :

BETOOG

De Belgische Staat betoogt :

1. Op 7 April 1903 werd een overeenkomst getroffen tusschen den Belgischen Staat en de Stad Brussel tot ombouw

van de Putterij en hare omgeving, volgens de aanduidingen van het plan gevoegd bij de akte en onder voorbehoud van de wijzigingen van bijkomenden aard waarvan het nut mocht blijken in gemeen overleg van partijen.

Deze overeenkomst werd gesloten om in de Putterij de uitvoering door den Staat te vergemakkelijken van het ontwerp tot verbinding van de Noord- en Zuidstatiën, met oprichting van een centrale halte en om de Stad in de mogelijkheid te stellen de wijk in te richten en om te bouwen.

Over het algemeen verbindt de Stad zich, bij minnelijke schikking of bij strooksgewijze onteigening, al de vaste goederen aan te koopen die noodig zijn tot uitvoering van het plan en van de op dit plan voorziene bestratingswerken.

De Staat vrijwaart de Stad tegen elk mogelijk verlies, naar aanleiding van deze aanwerving van vaste goederen; bepaald wordt dat, in geval van winst, deze uitsluitend de Stad ten goede komt.

Binnen de grenzen van het plan, worden de gronden voor het oprichten der centrale halte en der toegangsspooren, met inbegrip van de afgeschafte straten, aan den Staat overgelaten en blijven zij zijn eigendom zelfs zoo zij in de toekomst niet meer voor den spoorwagendienst mochten worden benuttigd.

De overige gronden zijn bestemd om te worden verkocht volgens de aangegeven wijze, om voor het optrekken van nieuwe gebouwen te dienen.

De Staat behoudt het beheer over de vaste goederen die hem toebehooren in de op het plan voorziene strook tot op het oogenblik dat zij moeten worden ontruimd tot uitvoering van het plan. De vaste goederen die door de Stad moeten worden aangeworven blijven onder haar beheer.

De bestratingskosten van de nieuwe straat voorzien tegenover de centrale halte komen ten laste van den Staat. Mits eene tegemoetkoming vanwege den Staat, groot 500,000 frank, vallen al de overige bestratingswerken uitsluitend ten laste van de Stad.

Er wordt overeengekomen dat, onmiddellijk na de volledige uitvoering van bedoelde bestratingswerken, de Staat, tot rangschikking in de groote wegenis, overneemt : 1° de Krommestraat gaande van de Grasmarkt tot aan den Cantersteen; 2° den openbaren weg die rechtstreeks bedoelde Krommestraat verbindt met de Wetstraat langs den Parkgang; 3° het deel van de Jonkerstraat tusschen den verlengden Parkgang en den Treurenberg.

Worden daarentegen op hetzelfde oogenblik gerangschikt onder de stadswegenis : 1° de Magdalenasteenweg; 2° het deel van den Cantersteen tusschen den Magdalenasteenweg en de Krommestraat; 3° de Bergstraat, de Loxumstraat, de Parochiaanstraat, en het deel van Sinter-Goedeleplein en den Treurenberg tusschen de Parochiaanstraat en de Jonkerstraat.

De overeenkomst wordt verklaard te zijn gesloten, wat den Staat betreft, onder voorbehoud van de goedkeuring der eerste kredieten door de Wetgeving, naar aanleiding van de buitengewone begrooting van 1903; en wat de Stad betreft, onder voorbehoud van de goedkeuring door den Gemeenteraad en de hoogere overheid.

De wet van 26 Augustus 1903, houdende

begrooting der buitengewone ontvangsten en uitgaven voor 1903, heeft de in de daareven ontdeede overeenkomst bedoelde kredieten toegestaan, zoodat deze definitief is geworden ten aanzien van den Staat, vanaf dit tijdstip. Deze wet stelt een bijzonder fonds in, vermeld op de begrooting voor order en beheerd door het Departement van Spoorwegen; zij kent aan dit fonds een eerste tegemoetkoming van 5 miljoen toe.

Voor de Stad Brussel heeft de Gemeenteraad de overeenkomst goedgekeurd op 27 April 1903 en deze goedkeuring werd bekrachtigd bij Koninklijk besluit van 7 November 1904.

2. De aanwervingen bij minnelijke schikking werden onmiddellijk aangevangen; de eerste gerechtelijke uitwinning met betrekking tot de Putterij, werd in Maart 1905 aanhangig gemaakt en het laatste proces was in Juli 1924 afgelopen. Het bijzonder fonds tot betaling van de vergoeding aan de ont-eigende eigenaars werd door den Staat naar gelang van de behoeften gestijfd.

3. De Staat heeft, in den loop van 1912, de eerste werken der Verbinding in de Putterij aanbesteed. Deze werken hadden voor doel het wegvoeren van grond tot inrichting van de centrale halte en het aanleggen van afwateringsriolen voor het droogmaken van den grond. Andere werken volgden in 1913 en 1914, doch werden door den oorlog stopgelegd.

Na den wapenstilstand, werden de werken tot overwelving van de centrale halte op de plaats van de toekomstige Krommestraat zonder uitslag aanbesteed op 2 Juni 1920, daar de inschrijvers overdreven prijzen hadden gesteld.

4. Buiten de Putterijwijk heeft de Staat ijverig de noodige aankopen voortgezet met het oog op de Verbindingswerken. De eerste dagvaarding voor het gerecht, bij ontstentenis van minnelijke schikking, werd op 18 Januari 1905 verzonden. Ondanks al den spoed

die bij de zaak werd gezet, moeten nog negen vaste goederen worden onteigend in de Brabant-, Lazarus-, Berlaimont-, Sinter-Goedele- en Trapstraten.

5. De Staat deed op 15 Maart 1911 de verbindingswerken aanbesteden tusschen de Brigittinnenstraat en de Zuidstatie. Deze werken waren aangevangen wanneer de oorlog uitbrak en de aaneming werd opgezegd in 1920. Aanemingen hadden eveneens plaats in 1913, 1914, 1919 en 1920 voor de uit te voeren werken : op de plaats der vroegere Elisabethkazerne, tusschen den Schaarbeekscheweg en de Tillystraat, tusschen de Heilige-Geeststraat en de Brigittinnenstraat, tusschen de Kapelleplaats en de Brigittinnenstraat. Deze werken hadden voornamelijk voor doel grond af te voeren en riolen aan te leggen. Twee dezer contracten werden in 1919 en 1923 opgezegd.

6. In den loop van 1921 deed de Regeering het vraagstuk der Verbinding andermaal onderzoeken. Dit onderzoek besloot met het indienen door den heer Minister Neujean, op 13 Juli 1922, van een ontwerp tot opgeven van dit werk. Het verslag uit naam van de Middenafdeeling, samen met een minderheidsnota, werd bij de Kamer op 22 Mei 1924 ter tafel gelegd; doch het ontwerp verviel ten gevolge van de Kamerontbinding op 6 Maart 1925.

Minister Anseele diende op 15 Juni 1926 een tweede ontwerp tot opgeven der Verbinding in, dat door de Kamer op 2 Maart 1927 werd goedgekeurd en door den Senaat op 24 Juli 1928 verworpen.

7. Gelet op deze tegensprekelijke stemming door onze beide wetgevende vergaderingen uitgebracht en niet beschikkend over de noodige kredieten om de werken voort te zetten, zou de Regeering voor het oogenblik niet aan de uitvoering van de verbinding kunnen denken; zij heeft daarentegen voor plicht te zorgen dat niets gedaan worde

om de mogelijke uitvoering van het ontwerp in den weg te staan.

Van haren kant betoogt de Stad Brussel :

1. Dat meer dan vijftwintigjaar verlopen zijn sedert het afsluiten der overeenkomst van 7 April 1903; dat in de Putterij waarop deze overeenkomst betrekking heeft en elders in het centrum der stad, talrijke gebouwen werden gesloopt; dat deze puinen en de staat van verwaarloozing van de gronden voor de werken bestemd, aan de hoofdstad een jammerlijk uitzicht geven dat volstrekt moet ophouden; dat gelet op de jongste beslissing van den Senaat en om aan de voornaamste wijken der Stad een behoorlijk uitzicht te geven met het oog op het honderdjarig bestaan onzer onafhankelijkheid en de tentoonstelling in 1935, zij op hare kosten en tijdelijk de gesloopte wijken wil herinrichten.

2. Zij doet bovendien gelden dat sommige inrichtingswerken onmisbaar zijn voor de behoeften van het verkeer en dat het aanleggen, ten tijdelijken titel, van nieuwe verkeerswegen een voor de openbare veiligheid onvermijdelijke noodzaak blijkt; dat zij erin toestemt deze werken te haren laste te nemen en desvoorkomend al de bijkosten wegen slooping in geval van uitvoering van de verbinding.

Na dit betoog en uit eerbied voor den wil van de Regeering in niets de uitvoering van de Verbindingswerken te schaden, hebben de vertegenwoordigers van Staat en Stad de volgende overeenkomst gesloten, mits beiderzijds hernieuwd voorbehoud als boven aangegeven.

OVEREENKOMST

EERSTE ARTIKEL. — De Staat machtigt, te volstrekt tijdelijken titel, de Stad Brussel op hare kosten aan te leggen en op een maximum diepte van 10 meter te haren bate in bedrijf te

nemen de braakgronden langs de hierna vermelde straten op bijgaande plans aangegeven.

Deze straten zijn de volgende :

A. — *In de Putterij* : het deel van den Magdalenasteenweg tusschen den Cantersteen en den Houten-Deurgang; de Cantersteen; de thans aangelegde Krommestraat; de straat aan te leggen in de verlenging van de Duquesnoystraat en die met een bocht in de Krommestraat uitkomt, mits recht voor de Stad deze straat tusschen de Duquesnoy- en Krommestraten te vervangen door een plein voorzien tusschen beide straten bij artikel 1 der overeenkomst van 7 April 1903 en artikel 3 van het aanvullende beding van 12 Augustus 1914, en in de voorwaarden in beide overeenkomsten bepaald.

B. — *In de wijk der Pachecostraat* : het niet bebouwde gedeelte van de Comediantenstraat, den Sionberg en de Pachecostraat tot aan den Schaarbeekschcn weg; de rechtmaking en de verlenging van den Schaarbeekschcn weg tot aan de Zavelstraat; de verbredening van de Sint-Laurentiusstraat naar de Zavelstraat.

De in dit artikel bedoelde inrichtingswerken bedragen een tijdelijk geschikt plan dat aan de regelen van stads-aesthetica beantwoordt.

De gronden achter de strook van tien meter aan de Stad afgestaan blijven aan den Staat voorbehouden die daarover beschikken zal voor tijdelijke inrichtingen en die met dit doel zal verhuren zoo hij het goed vindt. De Stad zal desvoorkomend in de haar afgestane gedeelten den noodigen uitweg laten om den Staat in de mogelijkheid te stellen uit de achtergronden nut te halen.

ART. 2. — De strook van tien meter in het vorig artikel voorzien wordt aan de Stad Brussel in huur gegeven, te onbestendigen titel, en voor een

duur van ten hoogste achttien jaar, mits een jaarlijkschen huurprijs van 100 frank ten titel van erkenning van het eigendomsrecht van den Staat.

Uitdrukkelijk wordt verstaan dat de aldus aan de Stad in huur gegeven gronden in geen geval goederen omvatten waarvan de Staat geen eigenaar is, en dat de Stad, volgens de bepalingen der loopende overeenkomsten de huuren overige overeenkomsten zal moeten naleven, waarbij een deel der bedoelde gronden mocht zijn betrokken. De Staat zal desnoods het noodige doen, doch zonder waarborg, om de verbreking dezer overeenkomsten te bekomen; de schadeloosstellingen die hij uit dien hoofde mocht te betalen hebben, komen voor rekening van de Stad mitsgaders alle andere onkosten.

In geen geval mag de Stad, voor de uitvoering van dit artikel en van artikel 1, overgaan tot slooping, zonder uitdrukkelijke toelating vanwege den Staat.

Daar waar de Stad mocht afzien van de geheele of gedeeltelijke benutting van de strook van tien meter, kan de Staat over het overschot beschikken overeenkomstig het bepaalde in het laatste lid van artikel 1.

De Staat behoudt het recht geheel of gedeeltelijk en te allen tijde de huur-overeenkomst met de Stad te verbreken, mits de Stad daarvan bij aangeteekend schrijven ten minste een jaar vooraf kennis te geven. Bij het verstrijken van het jaar, heeft de Staat het recht, van rechtswege en op kosten van de Stad, al de inrichtingen te sloopen, onverminderd elk recht op vordering tot schadevergoeding.

ART. 3. — Op verzoek vanwege de Stad Brussel en om in de volstrekte behoeften van het verkeer te voorzien, verzet de Staat er zich niet tegen dat de Stad voorloopig en op hare kosten de hierna vermelde wegeniswerken uitvoert, volgens de aanduidingen op de

beide plans bedoeld in artikel 1, te weten :

A. — *In de Putterij* : de Krommestraat, thans in aanbouw, gaande van de Grasmarkt naar den Cantersteen; de verbreeding van den Magdalenasteenweg vanaf de Duquesnoystraat tot aan den Cantersteen, zoodat de breedte van deze straat gebracht wordt van twaalf op ongeveer achttien meter; de verbreeding van den Cantersteen van achttien op twee en twintig meter; de verlenging van de Duquesnoystraat die met een bocht in de Krommestraat uitkomt, mits het recht voor de Stad Brussel, zooals bepaald in artikel 1, deze straat te vervangen door een plein, als voorzien in artikel 1 van de Overeenkomst van 7 April 1903 en in artikel 3 van de Overeenkomst van 12 Augustus 1914 en in de voorwaarden in beide overeenkomsten bepaald.

B. — *In de wijk der Pachecostraat* : de verbreeding van de Comediantenstraat in het niet bebouwde gedeelte; de verbreeding en de rechtekking van den Sionberg en de Pachecostraat tot aan den Schaarbeekscheweg; de rechtekking en de verlenging van den Schaarbeekscheweg tot aan de Zavelstraat; de verbreeding van de Sint-Laurentiusstraat in het niet bebouwde gedeelte.

ART. 4. — De domaniale gronden voor de uitvoering der werken voorzien in artikel 3 worden aan de Stad te onbestendigen titel in huur gegeven en voor een duur van ten hoogste achttien jaar, mits een jaarlijkschen huurprijs van 100 frank ten titel van erkenning van het eigendomsrecht.

De Staat behoudt zich het recht voor deze huurovereenkomst geheel of gedeeltelijk te allen tijde te verbreken, mits daarvan de Stad bij aangeteekend schrijven ten minste een jaar vooraf kennis te geven.

Ingeval op het einde van in het vorig

lid bedoelde jaar de Stad deze werken niet mocht hebben gesloopt en de gronden niet in hunnen tegenwoordigen toestand hersteld, heeft de Belgische Staat het recht zelf op kosten van de Stad te doen overgaan tot de werken van slooping en ombouw die hij noodig mocht achten. Uit dien hoofde heeft de Stad geen aanspraak op vergoeding noch op schadeloosstelling.

ART. 5. — Ter uitvoering van voormelde artikelen 3 en 4, verbindt de Staat zich aan de Stad over te maken, om gesloopt te worden, zoodra hij verbreking van de huurovereenkomsten zal verkregen hebben, het klein magazijn gevestigd op den hoek van den Magdalenasteenweg en den Cantersteen, als ook het klooster aangeleund tegen de Magdalenakerk.

De Staat zal de noodige maatregelen nemen, echter zonder waarborg, om voormelde verbrekingen te verkrijgen, evenals verbreking van alle ander huurovereenkomsten; de vergoedingen die hij desgevallend derhalve zou moeten betalen en eenigerlei onkosten komen ten laste van de Stad.

De Stad is gemachtigd, ter uitvoering van de artikelen 3 en 4 dezer overeenkomst, de grondvesten en omheiningmuren te sloopen, waarvan de verdwijning noodig mocht blijken en die niet zouden afhangen van eigendommen door den Staat in huur gegeven. Het is wel begrepen dat de draineerriolen, door den Staat aangelegd in de Putterij, behouden blijven.

ART. 6. — De Stad Brussel zal desgevallend heel den last der bijkomende uitgaven dragen, die bij de uitvoering van het Verbindingsontwerp mochten voortvloeien uit wegenis- en andere werken die zij zou uitgevoerd hebben bij toepassing van deze overeenkomst.

Ingeval de uitvoering van de Verbinding volgens het ontwerp door de Conventie van 7 April 1903 en haar

bijkomend beding voorzien of volgens alle andere modaliteit, den Staat toelaat de door de Stad uitgevoerde wegenwerken geheel of gedeeltelijk te behouden, verbindt de Staat zich deze werken te handhaven. Hij alleen heeft te oordeelen in hoeverre dit behoud vereenigbaar is met de uitvoering van het Verbindingsontwerp.

Waarvan akte.

Gedaan en verleden te Brussel, in dubbel oorspronkelijk stuk, in het Kabinet van den Eersten-Minister, op dertig

October duizend negen honderd acht en twintig en, na lezing, onderteeekend door de vertegenwoordigers van den Staat en deze van de Stad.

(G.) Henri Jaspar, Baron Houtart, Maurice Lippens, H. Baels, Adolphe Max, E. Brees.

Geregistreerd te Brussel A.A. en A.J.P., den 5ⁿ November 1928. Boek 38, Fol. 55, Vak 13, zeven rollen zonder verwijzing. Ontvangen twaalf frank vijftig centiem. De Ontvanger (G.) Hoebanckx.

